



Un hashtag ne peut déstabiliser un continent

EL YAZID DIB

■ Mosquées standardisées : un péril pour la diversité

TOUFIK HEDNA



■ Livres : humeurs d'auteurs, odeurs d'Algérie

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Le décompte de l'horreur

MUSTAPHA AGGOUN



FRANÇOIS BAYROU
FACE À L'IMPASSE
POLITIQUE

Soutien du RN, un risque nécessaire ?

SALAH LAKOUES



QUE NOUS INSPIRE
LE CYCLONE «CHIDO»
QUI A JETTÉ
À LA FACE DU MONDE

La misère, l'illétrisme et la précarité de l'île française de Mayotte ?

ABDELKADER KHELIL



■ Mayotte néocolonialisme le parjure de la France

CHEMS EDDINE CHITOUR

L'ACTUALITÉ AUTREMENT VUE

P.5 à 10

Ghaza

Appel à une aide
urgente aux hôpitaux

**Mercredi, 446^e jour de l'agression
contre Ghaza, l'armée sioniste poursuit
ses massacres et le nettoyage
ethnique contre la population civile
de l'enclave assiégée.**

Mohamed Mehdi

Hier, le nombre de victimes de la barbarie israélienne, soutenue par les Etats-Unis, s'est élevé à 45.361 martyrs et 107.803 blessés, a indiqué le ministère de la Santé de Ghaza. Ce bilan comprend également les 23 martyrs et 39 blessés victimes des 3 massacres enregistrés lors des précédentes 24 heures.

Le directeur du ministère de la Santé de Ghaza a déclaré, hier, à Al Jazeera que 10% de la population de l'enclave sont des martyrs, des blessés ou des disparus, depuis le début de l'agression sioniste le 7 octobre 2023.

La situation humanitaire (alimentaire et sanitaire) à Ghaza s'enlise davantage en raison de la politique de famine et de blocus des aides médicales imposées par l'occupation israélienne. Dans une mise à jour des données sur cette situation humanitaire, publiée mardi, le Bureau de secours d'urgence des Nations Unies (OCHA) a une fois de plus appelé à ce qu'une aide urgente soit fournie aux installations médicales de la bande de Ghaza, en particulier aux hôpitaux du nord, car de « nombreux rapports font état d'attaques continues contre des hôpitaux dans cette région et à proximité ».

Le document de l'OCHA constate que « le nord de Ghaza reste sous un siège quasi total », relevant que « depuis le 1er décembre, les autorités israéliennes ont refusé 48 des 52 tentatives de l'ONU de coordonner l'accès humanitaire, tandis que quatre mouvements approuvés ont tous été confrontés à des obstacles ».

Selon l'organisme onusien, « près de 1,7 million de personnes dans le centre et le sud de Ghaza sont confrontées à des pénuries de farine et d'autres fournitures, à des coûts exorbitants et à de rares possibilités de reprendre même l'agriculture à petite échelle ».

Quant à la situation dans les gouvernorats du nord de Ghaza, « les forces israéliennes ont continué d'imposer un siège renforcé à Beit Lahiya, Beit Hanoun et certaines parties de Jabaliya et l'aide humanitaire a été largement refusée pendant plus de 11 semaines », affirme encore le document.

L'OCHA rappelle que Tom Fletcher a déclaré, lors de sa première visite au Moyen-Orient en tant que Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, sur les difficultés à introduire l'aide huma-

nitaire à Ghaza, qu'il devient « presque impossible de livrer ne serait-ce qu'une fraction de l'aide dont nous avons besoin de toute urgence ». « Les autorités israéliennes continuent de nous refuser un accès significatif – plus de 100 demandes d'accès au nord de Ghaza ont été refusées depuis le 6 octobre. Nous constatons également maintenant l'effondrement de l'ordre public et le pillage systématique de nos approvisionnements par des gangs locaux », a-t-il ajouté.

**DES MARTYRS
ET DES BLESSÉS DANS
LE BOMBARDEMENT DE
TENTES DE DÉPLACÉS**

Mercredi, les bombardements sionistes dans l'ensemble de Ghaza ont fait 24 martyrs et des dizaines de blessés, depuis l'aube jusqu'aux environs de 16h de l'après-midi (localement), ont indiqué des sources médicales à Al Jazeera.

Dans le nord de Ghaza, toujours sous siège total, l'aviation militaire israélienne a bombardé, dans la matinée, les rares maisons qui restent dans la zone d'Al-Alami du camp de Jabaliya, avant d'incendier, en début d'après-midi, des dizaines d'autres habitations situées à proximité de l'hôpital Kamal Adwan, a rapporté un correspondant d'Al Jazeera.

Dans le centre de l'enclave, l'occupation a bombardé des tentes des personnes déplacées à l'intérieur d'une école à Sheikh Radwan, à l'ouest de la ville de Ghaza, faisant 3 martyrs, dont un enfant, et plusieurs blessés, a indiqué Al Jazeera.

Au sud de Ghaza, les attaques israéliennes ont commencé à l'aube avec le bombardement d'appartement résidentiel dans la ville de Khan Younes, qui a fait 2 martyrs et plusieurs blessés, a ajouté la même source.

Toujours à Khan Younes, un nourrisson est tombé en martyr du froid intense dans une tente pour personnes déplacées dans la région d'Al-Mawasi, à l'ouest de la ville. Il s'agit du deuxième bébé, après celui de vendredi dernier, à décéder à cause du froid extrême dans les tentes des déplacés dans la même région.

Vers 17h (heure de Ghaza), un correspondant d'Al Jazeera a fait état de deux bombardements israéliens, l'un sur la zone d'Al-Bayouk, au nord de la ville de Rafah (sud de Ghaza), faisant un martyr et un blessé, et un autre sur la zone du



ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

On n'a jamais vécu pareille baisse sur le marché noir des devises dans cette période de célébration du

nouvel an. D'habitude, en période de fin d'année, synonyme de vacances et de voyages, l'euro grimpe à ses plus hauts niveaux à cause de la forte demande exercée par les citoyens qui programment leurs vacances à l'étranger, mais la monnaie européenne enregistre une baisse qui suscite le débat. Après avoir atteint les 265 dinars pour 1 euro au début du mois, le marché de change parallèle est entré dans une phase de baisse continue jusqu'à atteindre, hier 25 décembre, un taux de change de 246 dinars à la vente. Incroyable mais vrai. Un taux qui reste, quand même, assez élevé par rapport à la cotation officielle affichée par les banques, soit 140,6 dinars pour 1 euro. Dans ce cadre, les spécialistes donnent leur explication à propos de cette baisse qui a plongé les principales places de change parallèles dans le désarroi. On avance dans ce sens la décision de hausse de l'allocation touristique accordée aux citoyens pour leurs déplacements à l'étranger, qui est passée de 100 à 750 euros, avec des conséquences sur le marché parallèle qui ne peuvent que le tirer vers le bas (l'allocation du Hadj, destinée aux pèlerins, sera également revalorisée à compter de la prochaine saison du Hadj, qui passera à 1.000 dollars par pèlerin).

D'une part, la demande des devises baisse inéluctablement, parce que les citoyens qui se déplacent à l'étranger n'ont plus trop besoin de passer par le marché parallèle pour s'approvi-

**Jusqu'où la baisse
du taux de change ?**

sionner en euros, et d'autre part, on doit convenir qu'une partie de cette allocation fera le retour vers le marché parallèle et augmenter l'offre.

Baisse de la demande et augmentation de l'offre, rien de plus pour pousser à la baisse des taux de change sur le marché parallèle des devises. Et, il y a plus encore. A savoir la règle entrée en vigueur le 21 novembre dernier qui limite à 7.500 euros par passager à une seule fois par année civile, alors que par le passé chaque voyageur algérien pouvait transporter cette somme à chaque sortie du territoire national. De nombreux Algériens, qui pratiquent « le commerce du caba », recourent au marché parallèle pour se procurer cette somme de 7.500 euros pour leurs déplacements fréquents à l'étranger, mais plus maintenant à la suite de l'application de cette règle, entraînant du coup une baisse considérable de la demande sur le marché parallèle. Aujourd'hui, ces « commerçants du cabas » sont en train de s'adapter à la situation, se tournant vers le change directement dans les pays de destination, en contrepartie de l'équivalent en dinars déposé en Algérie, généralement auprès de proches de la personne qui remet la somme en devises à l'étranger. A cela s'ajoutent d'autres décisions économiques, notamment les limitations d'importation de produits finis destinés à la vente, qui ont réduit considérablement la demande sur les devises au noir. Toutes ces raisons combinées ont provoqué la baisse du taux de change des devises sur le marché parallèle, mais on ne sait jusqu'où ira cette baisse ni si elle s'inscrit dans la durée.

«Projet», à l'est de la ville, qui a fait deux martyrs et un blessé.

**CISJORDANIE OCCUPÉE:
DES BOMBARDEMENTS,
DES MARTYRS ET DES
ARRESTATIONS**

Alors que les services de sécurité de l'Autorité palestinienne continuent de faire la chasse aux combattants de la résistance, les forces armées israéliennes continuent leurs crimes dans plusieurs régions de la Cisjordanie occupée.

Mardi soir, le ministère palestinien de la Santé a annoncé que le nombre de martyrs suite à l'agression de Tulkarem par l'armée d'occupation était passé à 8 martyrs.

L'armée sioniste a mené, mercredi, plusieurs assauts à Nablous, Tul-

karam, Tubas, à al-Bireh, et même à Ramallah où se situe le siège de l'Autorité Palestinienne.

Deux Palestiniens ont été blessés dans un bombardement mené par un drone de l'armée israélienne dans la ville de Tammoun, au sud de Tubas, a rapporté Al Jazeera.

Le Croissant-Rouge palestinien a annoncé, de son côté, qu'un jeune Palestinien a été blessé par des balles des forces d'occupation lors de leur prise d'assaut du camp d'Al-Amari à Al-Bireh, dans le centre de la Cisjordanie occupée.

La résistance palestinienne a mené, hier, plusieurs opérations contre les forces de l'occupation sioniste dans plusieurs régions de Cisjordanie occupée, notamment à Tubas. L'armée israélienne a

rapporté que le commandant de la brigade du nord de la Cisjordanie, le lieutenant-colonel Kiev, avait été blessé dans l'explosion d'un engin explosif à Tulkarem.

La même source, citée par Al Jazeera, a ajouté que le commandant de la division Cisjordanie de l'armée, le lieutenant-colonel Yaki Dolph, se trouvait à bord du véhicule dans lequel l'engin a explosé.

Ces opérations de la résistance ont eu lieu dans la nuit de mardi à mercredi, en riposte à l'assaut mené par les forces d'occupation israéliennes dans le camp de Tulkarem.

Des sources ont également indiqué à Al Jazeera que l'aviation militaire israélienne a effectué deux raids sur le camp de Tulkarem, dont un avait entraîné le martyr et la blessure de deux Palestiniens.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Réunion du Gouvernement La prolongation de la durée du congé de maternité au menu

Le Gouvernement a examiné, mercredi, lors de sa réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, des avant-projets de loi et des décrets présidentiel et exécutif relatifs aux assurances, l'enseignement supérieur, la protection des richesses forestières et a entendu une communication sur la modernisation des prestations fournies par les services publics de la Justice, indique un communiqué des services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à l'examen d'un avant-projet de loi modifiant et complétant la loi n 83-11 du 2 juillet 1983, relative aux assurances sociales, visant à garantir l'autonomisation de la femme et la promotion de ses droits, notamment la prolongation de la durée du congé de maternité, et ce, en exécution des engagements du président de la République.

D'autre part, et dans le cadre de l'examen de la situation des services publics relevant des différents secteurs, le Gouvernement a entendu une communication consacrée à l'examen des mesures prises pour

le développement des prestations fournies par les services publics de la Justice, dans le cadre de la stratégie de transformation numérique mise en œuvre à la lumière des réformes profondes décidées par le Président de la République pour la modernisation de la justice.

Le Gouvernement a également finalisé l'examen du projet de décret présidentiel, fixant les conditions et les modalités d'admission de l'étudiant étranger au sein des établissements algériens d'enseignement et de formation supérieurs, qui s'inscrit dans le cadre des mesures réglementaires visant l'ouverture de l'université algérienne et le renforcement de son attractivité.

Enfin, le Gouvernement a examiné un projet de décret exécutif fixant les conditions et les modalités de déclassement des terres relevant du domaine public forestier, visant à renforcer les mesures de protection des richesses forestières, en application des dispositions de la loi n 23-21 du 23 décembre 2023, relative aux forêts et aux richesses forestières".

Promotion de l'investissement Début de la deuxième phase de mise en œuvre des réformes

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a entamé la deuxième phase de mise en œuvre des réformes notamment pour le renforcement de l'efficacité du guichet unique et l'amélioration de la distribution des assiettes foncières, a indiqué, mardi à Alger, son directeur général, Omar Rekkache. Dans son allocution lors des travaux de la rencontre Gouvernement-walis au Centre international de conférence (CIC), dont l'ouverture a été présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, M. Rekkache a déclaré : « nous avons procédé au lancement effectif de la deuxième phase de la mise en œuvre des réformes liées à l'investissement, après avoir franchi d'importantes étapes et surmonté plusieurs entraves ».

« Le temps est venu d'augmenter la cadence », a-t-il dit, à travers la mise en place effective d'un guichet unique où l'investisseur bénéficiera de tous les services dans un seul endroit, sans être obligé de se déplacer vers les différentes administrations.

L'AAPI s'attèle avec les différents secteurs notamment l'habitat et l'environnement, à l'amendement des dispositions réglementaires en vue de consacrer le principe d'octroi des autorisations au niveau des guichets uniques de l'Agence.

Dans le cadre de la concrétisation de ces réformes, l'AAPI s'emploie à améliorer l'orientation des investissements, avec l'introduction de plusieurs améliorations dans le réseau d'évaluation et ce en concertation avec les différentes parties prenantes, afin d'assurer aux investisseurs « sérieux » porteurs de projets « viables » pour l'économie nationale, des assiettes foncières « en toute transparence », a-t-il souligné.

Il a, en outre, évoqué la révision

du mode de fonctionnement du conseil d'administration de l'AAPI, constitué des secteurs concernés par les procédures d'investissement, et ce en relevant le taux de représentation. Ce conseil est chargé d'identifier les activités prioritaires dans chaque région et d'allouer les assiettes foncières en conséquence, tout en veillant à ce que chaque wilaya bénéficie équitablement de l'implantation des projets, en harmonie avec ses spécificités. Le directeur général a, en outre, salué la restauration de la confiance des investisseurs locaux et étrangers, grâce à « une forte volonté politique traduite par des mesures concrètes sur le terrain ».

Après avoir réussi à « remettre le train sur les rails », l'AAPI a relevé le niveau de ses ambitions en visant la réalisation effective de 20.000 projets d'investissement au cours des cinq (5) prochaines années, à travers le renforcement continu de la confiance des investisseurs et des porteurs de projets, a ajouté M. Rekkache.

« Cet objectif sera atteint grâce à une écoute attentive et une prise en charge effective de leurs préoccupations et la mise à disposition d'assiettes foncières, notamment après les prérogatives accordées par le président de la République à l'agence pour explorer les assiettes foncières et créer de nouvelles zones industrielles et d'activités, la réalisation de cet objectif nécessitant en moyenne 5.000 hectares aménagés par an », a-t-il précisé. Par ailleurs, et « dans le cadre de la politique de concertation adoptée, l'agence a mis l'accent sur le rôle central des collectivités locales dans l'attraction de projets d'investissement adaptés aux spécificités de chaque wilaya. Des projets structurants pilotes ont ainsi été orientés vers plusieurs wilayas », a conclu le DG de l'AAPI.

Le ministre de la Santé rencontre les membres du SNPSSP

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, s'est réuni avec les membres du syndicat national des praticiens spécialistes de Santé publique (SNPSSP) et ce, dans le cadre des rencontres avec les partenaires sociaux, indique, mercredi, un communiqué du ministère.

Tenue mardi, cette rencontre a constitué « une opportunité pour les représentants des médecins spécialistes conduits par Dr Mohamed Idir pour transmet-

tre certaines préoccupations importantes liées à ce corps », précise la même source.

Le ministre a saisi cette occasion pour mettre en avant « l'importance du dialogue, de l'échange de vues et de la consécration des rencontres périodiques au niveau de l'ensemble des établissements publics et des Direction de Santé de wilaya à l'encouragement de toute activité susceptible de servir les professionnels du sec-

teur et le développement du système sanitaire ».

Evoquant le statut particulier des corps médical et paramédical approuvé récemment par le Conseil des ministres, les membres du SNPSSP se sont dit « satisfaits des efforts consentis pour la promotion du Service public de Santé et de l'impact positif que les spécialistes de Santé publique ressentiront une fois la loi entre en vigueur », conclut le communiqué.

Raïna Raïkoun

Par Amine Bouali

Dans nos villes, un passage protégé (dit aussi passage clouté), surtout

s'il n'est pas accompagné par un feu de signalisation routière, appelé communément feu tricolore, est le lieu de tous les dangers pour les piétons. Pourtant, il est censé permettre à ces derniers de traverser la rue en toute sécurité, mais il n'est malheureusement respecté, la plupart du temps, ni par les automobilistes ni par les piétons qui traversent la rue souvent n'importe comment. Sept fois sur dix disons, l'automobiliste algérien, sur un passage clouté ne s'arrête pas. Le pauvre piéton a donc toutes les chances de s'y faire écraser s'il prend le risque de miser sur le respect pointilleux du code de la route par ses compatriotes ou sur leur sens très élevé du civisme.

Un citoyen digne de ce nom n'a pas besoin d'un policier pour le contraindre à respecter les normes de la vie en communauté, il est

Petite philosophie du passage clouté

son propre agent du maintien de l'ordre. Heureux les peuples disciplinés qui, aux carrefours de leurs villes, s'arrêtent aux feux rouges, même à une heure tardive de la nuit et même s'il n'y a pas l'ombre d'une voiture à un kilomètre à la ronde.

Ignorer un passage clouté ou brûler un feu rouge, ce ne sont pas juste de petits ratés de la vie quotidienne ou une simple affaire de prévention routière. Vivre en harmonie dans une société implique des règles de conduite respectées volontairement par tous, sans exception. Traverser la rue au passage piéton, ne pas vandaliser les lampadaires de l'éclairage public, ne pas jeter son paquet de cigarette vide par terre aux pieds des passants, attendre son tour dans une file d'attente, qu'on le veuille ou non, c'est par ces « petites broutilles » du quotidien qu'on mesure le niveau de « débarbarisation » d'un individu ou d'une société.

Reddition d'un terroriste et arrestation de 8 éléments de soutien

Un terroriste s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar et 8 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d'opérations distinctes menées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), durant la période du 18 au 24 décembre, indique mercredi un bilan opérationnel de l'ANP.

« Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période du 18 au 24 décembre 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », précise la même source.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et « grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé + Reggadi Sid Ahmed + dit + Abou El-Baraa + s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, en

sa possession un (1) pistolet mitrailleur de type kalachnikov, (4) obus pour mortier 82 mm, une quantité de munitions et d'autres effets », tandis que « des détachements de l'ANP ont procédé à l'arrestation de (8) éléments de soutien aux groupes terroristes, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national ».

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, et « en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, (33) narcotrafiquants, et ont déjoué des tentatives d'introduction de (2) quintaux et (34) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc », alors que « (3) fusils mitrailleurs de type FMPK, (2) pistolets mitrailleurs de type kalachnikov et d'immenses quantités de comprimés psychotropes s'élevant à (2.460.875) comprimés ont été saisis ».

A Tamanrasset, Bordj Badji Mo-

khtar, In Guezzam et Illizi, « des détachements de l'ANP ont arrêté (457) individus et saisi (59) véhicules, (296) groupes électrogènes, (212) marteaux piqueurs, (4) détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de mélange de pierres et d'or brut, d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite ».

De même, « (25) autres individus ont été interceptés et (12) fusils de chasse, (2) pistolets automatiques, (41340) litres de carburants, (128) quintaux de tabacs et (29) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national », relève la même source. Par ailleurs, les Gardes-côtes « ont mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (7) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (44) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national », conclut le communiqué.

Ouargla Plus de 120.000 comprimés psychotropes saisis

Les services de la Sûreté de wilaya de Ouargla ont arrêté, au cours de cette semaine, un individu se livrant au trafic de psychotropes et procédé à la saisie de près de 120.000 comprimés de Prégabaline 300 mg, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale.

Les investigations menées par la brigade de recherches et d'in-

tervention de la wilaya de Ouargla ont permis l'identification et l'arrestation du suspect dans son domicile utilisé comme dépôt », précise le communiqué.

L'opération s'est soldée par la saisie d'une grande quantité de psychotropes estimée à 119.610 comprimés de Prégabaline 300 mg et du véhicule utilisé par le suspect pour le transport et la

vente de ces substances », selon la même source.

Le mis en cause a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Ouargla pour « possession, stockage et achat en vue de la vente de psychotropes en bande criminelle organisée et contrebande menaçant la santé publique », conclut le communiqué.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA D'ORAN

NIF : 099831019295905

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

N° 21/2024

ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN CENTRE DE PROXIMITE DES IMPOTS
AIN EL TURCK

La Direction des Equipements Publics de la wilaya d'Oran, lance concours national restreint de la maîtrise d'œuvre portant « ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION D'UN CENTRE DE PROXIMITE DES IMPOTS AIN EL TURCK »

ELIGIBILITE DES CANDIDATS

Seuls les bureaux d'études d'architecture nationaux privés ainsi que les groupements composés :
- De Deux ou plusieurs Architectes agréés et inscrits au tableau national des architectes algériens
- D'un Architecte chef de file agréé et inscrit au tableau national des architectes algériens avec ingénieur(s) en génie civil agréé(s) et inscrit au tableau national des ingénieurs
; Disposants des capacités financières, techniques, juridiques et réglementaires conformes à la réglementation en vigueur sont invités à soumissionner

Les candidats doivent impérativement satisfaire aux conditions d'éligibilité suivante :

1) En cas de soumissionnaires seul :

Capacité Professionnelle :

✓ L'architecte soumissionnaire doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03ans justifié par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

Capacité Financière :

✓ Les candidats ayant un chiffre d'affaire cumulé égal ou supérieur à 2.000.000,00 DA durant les 03 dernières années. Joindre une copie de déclaration des impôts forfaitaires unique ou des bilans financiers des 03 dernières années, déposées auprès des services compétents.

Capacité Technique :

Disposant des références professionnelles suivantes :

- **Références professionnelles** : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classés à la catégorie « B ou plus, ou bien deux (02) projets classés à la catégorie A », justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

2) En cas de soumissionnaires en groupement :

* Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentanément : d'architectes et/ou de bureaux d'études ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées :

Capacité Professionnelle :

✓ L'architecte chef de file doit avoir une expérience égale ou supérieure à 03 ans justifié par une copie du diplôme et de l'agrément délivré par l'ordre des architectes en cours de validité ; et l'affiliation CASNOS en cours de validité.

✓ Une copie du diplôme et de l'agrément des membres du groupement délivré par l'ordre des architectes en cours de validité.

✓ Un protocole d'accord non forcément notarié liant les membres du groupement, dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement

Capacité Financière :

✓ Un des membres du groupement doit avoir un cumul de chiffre d'affaire égal ou supérieur à 3.000.000,00 DA durant les 03 dernières années. Joindre une copie de déclaration des impôts forfaitaires unique ou des bilans financiers des 03 dernières années, déposées auprès des services compétents.

Capacité Technique :

✓ Un des membres du groupement Dispose des références professionnelles suivantes :

Références professionnelles : ayant déjà conçu et suivi au moins Un (01) projet classé à la catégorie « C » ou plus ou bien deux (02) projets classés à la catégorie « B » justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par un maître de l'ouvrage étatique portant étude et suivi de l'ouvrage. (Les études d'adaptation sont exclues)

* Le groupement doit être impérativement solidaire
SIL'UNE DES CONDITIONS D'ELIGIBILITE N'EST PAS SATISFAITE, L'OFFRE SERA REJETEE SYSTEMATIQUEMENT
Les bureaux d'études Peuvent retirer le cahier des charges auprès du siège de la Direction des équipements publics de la Wilaya d'Oran située à route du Tramway Hai El Yasmine, Bir El Djir Oran contre le paiement de la somme de deux Milles Dinars Algérien (2.000,00 DA) non remboursable à virer à la trésorerie publique de la wilaya d'Oran contre la délivrance d'un récépissé de virement.
Les offres doivent être accompagnées obligatoirement des pièces et documents en cours de validité exigés par la réglementation en vigueur à savoir :

A) - Dossier de candidature

1. Déclaration de candidature ; jointe en annexe, renseignée, datée et signée,
2. Une déclaration de probité ; remplis daté et signée.
3. Extrait de rôle activité apuré ou accompagné d'un échéancier de paiement comprenant le NIF
4. Le numéro d'immatriculation fiscale NIF du soumissionnaire.
5. Relevé d'identité bancaire RIB
6. Attestation d'Affiliation à la CASNOS en cours de validité
7. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats à savoir :

1) **En cas de soumissionnaires seul** : l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités

2) **En cas de soumissionnaires en groupement** : l'ensemble des documents justifiant les Capacités Professionnelles, Financières et Techniques sus cités

* Pour justifier l'éligibilité du soumissionnaire en groupement momentanément d'architectes et/ou de bureaux d'études ou architectes avec ingénieurs en génie civil agréés dont l'architecte doit être le chef de file du groupement ; il sera tenu compte des capacités de l'ensemble des membres du groupement. À ce titre les membres du groupement ne sont pas tenus de justifier individuellement de l'ensemble des capacités exigées dans le cahier des charges.

* Un exemplaire du protocole d'accord liant les membres du groupement sera joint à la soumission, et dans laquelle sera mentionné le rapport du prorata de chaque membre du groupement.

* Le groupement doit être impérativement solidaire

REMARQUE :

- Les œuvres présentés par les concurrents doivent être des œuvres inédites (neuves)

Les plis devront être, cachetée sur laquelle seront portées les mentions, ci-après

CONCOURS NATIONAL RESTREINT DE LA MAITRISE D'ŒUVRE N° 21/2024

« ETUDE ET SUIVI POUR LA REALISATION

D'UN CENTRE DE PROXIMITE DES IMPOTS AIN EL TURCK »

A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Adressé à Mme La Directrice des Equipements Publics de la Wilaya d'Oran

1- Dans une première phase, la date limite de dépôt des dossiers de candidature correspond au dernier jour de la durée de préparation qui est de 10 jours, soit le à 12h00

* L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 13h00 en séance publique

2- Dans une deuxième phase, la date limite de dépôt des offres techniques, des prestations et les offres financières correspond aux derniers jours de la durée de préparation qui est de des offres 20 jours cette date est fixée dans le courrier d'invitation transmis par le service contractant aux candidats présélectionnés.

Seuls les candidats qui auront retiré le cahier des charges, sont autorisés à participer au concours
* Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres de 20 jours augmentée de (03) trois mois à compter de la date de dépôt des offres.

* Les soumissionnaires sont invités à se rapprocher de la DEP d'Oran pendant les 10 jours qui suivent l'ouverture des plis en vue d'éventuels compléments de dossiers.

* si le jour du dépôt et d'ouverture des plis coïncide avec un jour férié ou un jour de repos l'égal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant

LA DIRECTRICE

ANEP N° 2431016177 Le Quotidien d'Oran 26/12/2024

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
DIRECTION DE L'URBANISME, DE L'ARCHITECTURE
ET DE LA CONSTRUCTION DE LA WILAYA DE NAAMA
NIF : N° 415024000045103AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DES MARCHES
DE L'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 21/2024

En application des dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés Publics et des délégations de service public et l'article 46 de la Loi n° 23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics, la direction de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya de Naama informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 21/2024 paru dans les quotidiens nationaux (الموعـد الرياضي) et (Le Quotidien d'Oran) en date du 06/11/2024, dans le cadre des Travaux Des VRD D'habitat Rural Groupe à Travers Les Cinq Communes Naama-Mecheria-Ain Sefra-Mekmen Ben Amar-El Biodh (Programme 2018)

Après analyse et évaluation des offres, l'attribution provisoire des marchés est comme suit :

PROJET	Entreprise	Délais	Montant / DA	Observation
LOT 12 : Voirie (Tranche 01) des 116 HRG à Ain Sefra	SARL ISSAADI TOUFIK INVEST Gérant Issaadi Aberrahim NIF : 002 019 116 210 214	Trois (03) Mois	17 209 770,20	L'offre la plus avantageuse économiquement (Moins Disant)

Les entreprises soumissionnaires contestataires peuvent se rapprocher des services de la DUAC de la wilaya de Naama dans un délai de 03 jours qui suivent la première apparition de cet avis pour prendre connaissance du résultat détaillé de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, et adresser leurs recours s'il y a lieu à la commission des marchés publics de wilaya dans un délai de 10 jours à partir de la première apparition du présent avis dans la presse nationale ou le BOMOP conformément à l'article 82 du décret du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation de service Public et l'article 56 de la Loi n° 23-12 du 05 Aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

L'entreprise retenue est sensé de présenter les copies des marchés en huit (08) exemplaires au niveau de la DUAC NAAMA après expiration du délai de recours.

ANEP N° 2431016191 Le Quotidien d'Oran 26/12/2024



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن و العمران و المدينة

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
ديوان الترقية و التسيير العقاري ولاية عين تموشنت

OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE DE LA WILAYA D'AIN TEMOUCHENT

NIF : 097646019044907-01

AVIS D'INVITATION

L'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de AIN TEMOUCHENT, adresse : Boulevard Mohamed Boudiaf, Wilaya de AIN TEMOUCHENT informe les soumissionnaires dans le cadre du concours national restreint N°31/2024 paru dans les quotidiens nationaux « الروح الرياضية » le 17/10/2024 et « Le Quotidien d'Oran » le 20/10/2024 pour la maîtrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation des 40/2000 logements Public Locatif à Terga. wilaya de Ain Témouchent -programme Complémentaire 2024-, que l'opération d'évaluation des dossiers de candidatures conformément au cahier des charge a permis de pré qualifier les bureaux d'études cités ci-dessous :

PROJET ET SITE	LES BUREAU D'ETUDES
La maîtrise d'œuvre (étude et suivi) pour la réalisation des 40/2000 logements Public Locatif à TERGA wilaya de Ain Témouchent - programme Complémentaire 2024-	Groupement Pyramide II Chef de file : TALEB BOUZIANE Boumediene
	Groupement BET BBK Chef de file : BOUNOUA Ahmed
	BET DRICI Abdeldjebbar.
	BET MOTRANI Kamel
	BET TADJ MUSTAFA
	Groupement B et B Chef de file : BOUZIANE Samiha
	BET SK Archi Studio SAIAH Kamel
	Groupement BET ART Chef de file : Foulane Nabil

Les bureaux d'études pré qualifiés sont invités à déposer leurs offres techniques, plis des prestations et les plis financiers conformément au cahier des charges article 14 dans un délai de 15 jours à compter de la date de première parution de la présente publication.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2431016142 Le Quotidien d'Oran 26/12/2024

Un hashtag ne peut déstabiliser un continent

Le président l'a dit tout fort et tout haut. «L'Algérie ne peut être dévorée par un hashtag». S'ils croient que ce «jeu» pourra déstabiliser un continent ou secouer un peuple, ils peuvent en faire autant qu'ils s'amusent. Seulement, ils ont toujours tendance à oublier que le mode de la domination des foules à distance n'a pas communément le même résultat.



Par El yazid Dib

Certains sites insidieux ou écrans adversaires persistent à penser que par un mot et un dièse, il est possible d'élever de gros mouvements de protestation ou espérer dénichier dans n'importe quels posts de réseaux sociaux, des trucs contre la stabilité du pays. Il est tout à fait inutile d'aller chercher dans les publications de nos jeunes pour trouver quelque chose qui puisse faire un ingrédient apte à les faire sortir. Vous allez trouver de tout. De l'invective à la réjouissance, de l'énervement à l'enivrement.

Il arrive que ces cris, ire ou humour, qui nous tanguent sont tous de l'amour in-fine. C'est de l'Algérie qu'il s'agit Messieurs! Cette terre nourricière, cette sève maternelle. L'Algérie, apparaissant aux yeux du monde de par son héroïque histoire comme un symbole de la lutte pour l'autodétermination des peuples sous toutes ses formes, n'est pas indemne des tentatives de déstabilisation. Ses positions politiques intransigibles et son refus d'alignement sur la voie des normalisateurs ne sont pas pardonnables aux yeux de ceux qui veulent régenter la région et le monde. Ce qui se passe dans la proche région ou à nos limites frontalières n'est pas dénué d'enjeux géostratégiques. Alors que faire pour toucher au plus profond noyau de ce pays, sa jeunesse pour ne trouver qu'un minable hashtag colportant une présumée «non-satisfaction».

Ce n'est pas, parce que nos amers sentiments sont publics que nous avons de la haine envers ceux qui nous gouvernent. Ce n'est pas parce que nos différences de vision sont légion, que le déchirement nous traverse. Donc, encore inutile Messieurs de l'Outre-Méditerranée, du Nord et surtout de l'Ouest, de croire avoir en nous des adeptes stylisés ou des félons typés. Nous, nous nous adossons aux murailles de notre histoire et nous ne faisons le baisemain qu'à la mémoire de nos héros. Il existe toutefois dans toute prairie des mauvaises herbes. Des vendus qui n'admettent pas qu'on les qualifie de traitres, au nom de ce qu'ils prennent pour li-

berté d'expression. Ils s'abaissent jusqu'à perdre honneur et dignité. Et savourent à satiété le rôle attribué. Tirer sur ses gènes, sur sa natalité, sur son origine en gueulant à longueur d'onde et de vidéos le fiel et l'aigreur.

L'on dénonce, l'on blâme et l'on se désolise de l'acte répréhensible, pas plus. Ce qui pousse, en conséquence, à leur stigmatisation et à leur porter tout le fiel que débitent nos inquiétudes. C'est dire, en bref, que tout finalement se passe entre nous, du pire au meilleur, du beau au laid et l'on a cure d'un regard pernicieux étranger. C'est ici, dans nos cités, certaines hideuses, d'autres beaucoup plus aérées, magnifiques et merveilleuses, que la dignité nous couronne et la fierté d'être intégralement citoyen algérien nous honore. Nous avons nos propres maux, et leur douleur est la nôtre, nous avons nos propres joies et leur jouissance est la nôtre. Nous avons nos propres échecs, nos propres gloires, alors de quoi je me mêle ?

Nous n'aimons pas les volte-face et le déni de l'autre, ni le retournement de veste. Notre terre n'est pas fixée sur un champ bourré de drogue et nous ne semons pas le poison dans les sillons abreuvés déjà de sang dès notre jeune âge. Nous n'avons pas l'âge des royaumes avachis, ni des monarchies menteuses et infidèles, ni encore des vieilles républiques usées; le nôtre est dans le terreau du temps et se régénère de guerre en guerre et de père en fils. L'on ne fait pas de la conspiration, notre tasse de thé à la menthe ni de la normalisation, un protectorat ou une société de gardiennage. Nous avons nos propres enfants fixes aux quatre coins du pays, à ses frontières pour vaillamment le défendre. Nous n'avons pas une armée de mercenaires ou de contingent de location.

La nôtre, elle est le digne prolongement de celle qui a mené et gagné bataille contre l'une des plus grandes puissances coloniales. La glorieuse ALN. Que ceux qui critiquent à partir d'un vil exil offert, l'Armée Nationale, qu'ils sachent et ils le savent parfaitement, que le pays avait adopté le multipartisme et

la démocratie, après tant de péripéties sous un régime de parti unique. Mais assez vite, le changement démocratique s'est un peu disséminé et une cacophonie meurtrière a ravagé durant presque dix ans le fondement du corps social national. Les forces barbares, criminelles et antidémocratiques voulurent prendre par la force le pouvoir national. Ce qui n'allait pas sans faire occasionner des dégâts considérables tant sur le plan humain que matériel. L'armée, appelée à la rescousse, eut à agir dans la lettre et l'esprit de la Constitution, par des actions salutaires afin de sauver la nation d'un véritable désastre. Elle ne transcendait pas ses missions originelles dans le domaine politique, car depuis les événements d'octobre 1988, l'institution militaire s'est, automatiquement et volontairement désaisie de toute immixtion du genre, dans la gestion des affaires du pays, se limitant à la noble prescription de protection du caractère républicain du pays et de la sauvegarde de la souveraineté nationale et intégrité territoriale. Alors venir là, jeter son venin sur un pilier populaire de la nation, c'est se mettre un doigt dans l'œil.

L'on vend du pétrole et de l'énergie et l'on ne troque pas le principe et la Palestine. On ne badine pas avec le sionisme et ses comparaisons. Le bon voisinage est loin d'être une frontière qui nous sépare ou un contrat de gaz qui nous lie. Il est une confiance invariable, une postérité belle et fidèle. Des rouages du pouvoir, des coulisses de l'opposition, des préaux de lycées, des cages d'escaliers, des encoignures de rues ; nous savons extirper l'animal qui nous guette. Des fausses amitiés, des trahisons répétitives, des jalousies moribondes ; nous savons en faire, pour qui les veut, des prés de roses et des ponts d'amitié ou des portes d'enfer pour ceux qui veulent les ouvrir. Si vous voyez que des choses nous font défaut et des jours nous font parfois manquer d'autres, vous savez bien que notre blé est dur comme l'est notre crâne, notre pain est pétri d'honneur comme l'est toujours notre consonance. C'est à l'abri de vos plateaux et sous votre aisselle que vous nourrissez les larbins, les abjects, les pé-

tainistes et les judas actifs en des refuges dorés. L'algériennité ne se trouve pas exclusivement dans une carte biométrique ou une simple mention de lieu de natalité. C'est un amour qui ne connaît ni la connivence ni la complaisance contre l'intérêt de la patrie. Celle-ci, de surcroît, n'est pas un homme ou un régime ou leur héritage. C'est une terre républicaine, souveraine et démocratique qui rassemble également tous les Algériens, du président au simple citoyen. On n'a ni un trône à perdre, ni un makhzen de qui geindre, ni une tutelle à qui se plaindre, ni un royaume à craindre.

Il vaut mieux vivre debout ou endolori face aux forces du mal que de s'agenouiller et subir la lâcheté. Nos martyrs sont tombés au champ d'honneur, au nom de cette adorable Algérie. Nous avons choisi la révolution et le sacrifice pour que notre terre ne soit ni la succursale outre-Atlantique, ni les meurtrières d'où l'on tire sur l'autre. Libres et affranchis de toute obédience, de tout lobby, de toute «intelligence étrangère» ; nous nous déclamons de la sainteté des âmes de nos martyrs et de l'aplomb aguerri de toute leur descendance. On est conscient des défis, des dangers, des menaces et des manœuvres malveillantes. Cet comme un symptôme d'une pathologie envahissante, le diagnostic équivaut à la moitié du traitement. La patrie est tout ce qu'un individu puisse posséder pour la protéger de toute velléité, afin d'y goûter l'arôme de ses saints. C'est son abri, son inspiration, son attache matricielle. Et ça ne sera pas à une énième campagne de haine et de dénigrement menée et animée par des forces du mal, de pouvoir perturber la trajectoire d'un développement rassuré que l'Etat et le peuple ont déjà empruntés. L'Algérie a toujours marché de l'avant contre vents et marées, malgré les soubresauts épisodiques, les couacs et les entraves cycliques. Que ceux qui trouvent là, des effluves de propagande, des relents de langue de bois, des propos populistes habituels; n'ont qu'à reprendre leur vomissure en patience et ingurgiter à petites gorgées le regret et l'échec de ces vaines tentatives. Nheb bladi !

Publicité

Propriétaire, loue appartement, à Oran, de 150 m², 6^{ème} étage, Place de la Grande poste. Immeuble privé avec conciergerie H/24 et ascenseur.
Contacter : M. Mustapha : 0658.54.00.45

CONDOLÉANCES

Le Président-directeur général, les membres du Conseil d'Administration et le collectif de la SPA ORAN-PRESSE «Le Quotidien d'Oran» présentent leurs sincères condoléances à leur collègue CHAOUI Mohamed
A la suite des décès de son oncle et de son cousin et l'assurent de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accueillir les défunts en Son Vaste Paradis.

François Bayrou face à l'impasse politique

Soutien du RN, un risque nécessaire ?

Par Salah Lakoues

Le nouveau gouvernement dirigé par François Bayrou, nommé Premier ministre, le 13 décembre 2024, suscite des réactions contrastées sur l'échiquier politique français. Sa nomination intervient après la chute du gouvernement de Michel Barnier, renversé par une motion de censure le 4 décembre 2024.

ANALYSE DU GOUVERNEMENT BAYROU

François Bayrou, figure centriste et président du MoDem, est perçu comme un fidèle du président Emmanuel Macron. Sa nomination vise à apaiser les tensions politiques et à favoriser le dialogue entre les différentes forces parlementaires. Cependant, des critiques émergent quant à la composition de son gouvernement et à sa capacité à mener des réformes ambitieuses dans un contexte de fragmentation politique.

Le gouvernement Bayrou se caractérise par une alliance implicite entre le bloc macroniste et Les Républicains (LR), avec le soutien tacite du Rassemblement National (RN). Cette configuration permet d'éviter une censure immédiate, mais soulève des questions sur l'indépendance et l'identité politique de LR, qui oscille entre soutien au gouvernement et préservation de sa propre base électorale.

POSITION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL FACE À LA CENSURE

Le RN, sous la direction de Marine Le Pen, adopte une posture stratégique vis-à-vis du gouvernement Bayrou. Bien qu'il critique certaines orientations gouvernementales, le parti n'envisage pas de déposer une motion de censure a priori. Jordan Bardella, président du RN, a déclaré : « Il n'y aura pas de censure a priori. » Cette attitude permet au RN de maintenir une pression sur le gouvernement tout en se positionnant comme une force politique responsable, prête à juger l'exécutif sur ses actes. Marine Le Pen a souligné que le gouvernement Bayrou « n'a qu'un espoir, c'est que le RN ne vote pas la motion de censure », mettant en évidence l'influence potentielle du RN sur la stabilité gouvernementale.

Le gouvernement Bayrou évolue dans un environnement politique complexe, marqué par des alliances implicites et des équilibres précaires. Le RN, en adoptant une position de vigilance critique, sans recourir immédiatement à la censure, exerce une influence significative sur la dynamique parlementaire et la pérennité de l'exécutif. Le gouvernement Bayrou, bien que dirigé par une figure centriste, suscite des critiques en raison de ses choix pour certains ministères clés, notamment ceux de l'Intérieur et de la Justice. Ces nominations reflètent une orientation perçue comme très à droite, renforçant les inquiétudes quant à un virage sécuritaire et conservateur.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Le portefeuille de l'Intérieur a été confié à une personnalité proche des Républicains, connue pour ses positions fermes sur les questions migratoires et sécuritaires. Ses premières déclarations ont insisté sur le durcissement de la politique migratoire et une répression accrue des mouvements sociaux.

Cette nomination a été critiquée par la gauche et les ONG, qui dénoncent une dérive autoritaire et un discours stigmatisant à l'égard des populations immigrées. En revanche, elle a été saluée par le Rassemblement National (RN), qui voit dans cette ligne une continuité avec ses propres propositions.

LE MINISTRE DE LA JUSTICE

Le choix du ministre de la Justice suscite également une controverse. Issu du même courant idéologique, il est perçu comme un partisan

d'une réforme judiciaire visant à durcir les peines, à limiter les possibilités de recours, et à renforcer l'autorité de l'État face à ce qui est décrit comme une « crise de l'insécurité ».

Son orientation marque une rupture avec les politiques précédentes, en particulier sur les questions de droits civiques et d'indépendance judiciaire. La gauche dénonce une instrumentalisation de la Justice pour museler les oppositions politiques et restreindre les libertés publiques.

UN GOUVERNEMENT EN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

Cette double nomination reflète une tentative de François Bayrou de sécuriser le soutien de la droite parlementaire et d'apaiser le RN, qui joue un rôle-clé dans le maintien de la majorité. Toutefois, ces choix pourraient éloigner une partie de la base centriste et des alliés historiques du MoDem, exacerbant les tensions au sein de la majorité.

RÉACTIONS POLITIQUES

La gauche (LFI, PS, EELV) dénonce un gouvernement « d'extrême-droite déguisé », accusant Bayrou de céder aux injonctions du RN et des éléments les plus conservateurs des Républicains. Le RN, tout en critiquant certains aspects du programme gouvernemental, se félicite de ces nominations, qu'il considère comme une victoire idéologique.

Les Républicains soutiennent globalement ces choix, mais une frange du parti craint que cela ne renforce encore davantage le RN.

CONSÉQUENCES À VENIR

Cette orientation pourrait radicaliser les débats parlementaires et accroître les mobilisations sociales contre un gouvernement jugé autoritaire par ses détracteurs. De plus, elle place le RN dans une position stratégique, capable d'exercer une influence sans avoir à assumer directement les responsabilités du pouvoir. Ainsi, malgré sa volonté affichée de consensus, le gouvernement Bayrou semble exacerber les fractures politiques et sociales, au risque de fragiliser sa propre position. Mon point de vue met en lumière une critique récurrente adressée à Emmanuel Macron, celle d'une gouvernance perçue comme aventureuse et déconnectée des dynamiques politiques et sociales profondes du pays. Voici une analyse qui va dans ce sens :

UN PARI RISQUÉ SUR FRANÇOIS BAYROU

La nomination de François Bayrou comme Premier ministre peut effectivement être vue comme une tentative de Macron de jouer sur l'apaisement en choisissant une figure centriste. Cependant, la composition de son gouvernement, notamment les nominations à l'Intérieur et à la Justice, révèle une contradiction flagrante avec cet objectif. Ces choix semblent davantage orientés vers une stratégie de survie politique à court terme qu'une vision cohérente ou inclusive.

Un rapprochement tacite avec la droite dure et le RN : En optant pour des figures très à droite dans des postes clés, Macron donne l'impression de céder à une pression idéologique, voire de légitimer les idées portées par le RN. Cela brouille les lignes entre sa majorité centriste et les forces conservatrices, au risque de perdre son électorat modéré.

UN GOUVERNEMENT QUI EXACERBE LES TENSIONS

Les choix pour l'Intérieur et la Justice traduisent une dérive autoritaire qui pourrait aggraver les divisions sociales et politiques en France. La répression accrue des mouvements sociaux et les discours stigmatisant envers certaines communautés risquent d'alimenter une contestation déjà vive.

Perte de légitimité démocratique : Macron apparaît comme un président prêt à tout pour maintenir une majorité, y compris en s'alliant



indirectement avec le RN. Cela nourrit un sentiment de défiance à son égard, non seulement à gauche, mais aussi parmi les centristes.

Une fragilité politique : Loin de renforcer sa position, cette stratégie risque d'accroître l'instabilité parlementaire. En se reposant sur des soutiens opportunistes, le gouvernement se trouve exposé à des motions de censure et à des ruptures d'alliance.

L'EMPREINTE DE L'INCOMPÉTENCE POLITIQUE

Manque de vision : Ces choix montrent un Emmanuel Macron plus soucieux de préserver le pouvoir que de proposer une politique ambitieuse ou rassembleuse. Aventurisme stratégique : Le président semble sous-estimer les conséquences de légitimer des figures très à droite. En normalisant des idées proches du RN, il pourrait contribuer à leur banalisation et affaiblir encore davantage le paysage démocratique.

UN HÉRITAGE POLITIQUE EN PÉRIL

Si cette stratégie échoue, Macron risque d'être perçu non seulement comme un président clivant, mais aussi comme l'artisan de la montée en puissance du RN et du basculement idéologique du pays vers la droite dure. Cette situation pourrait marquer durablement son mandat et l'avenir politique de la France.

Emmanuel Macron : l'échec économique masqué par une diplomatie déconnectée

Mon analyse met en évidence une contradiction majeure dans la gouvernance d'Emmanuel Macron : l'écart entre son discours ambitieux, souvent relayé sur la scène internationale, et la réalité économique et sociale de la France. Voici une exploration approfondie de ces points :

LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE : UN POIDS ÉCRASANT

La dette publique française, qui dépasse désormais les 3.000 milliards d'euros (soit plus de 112 % du PIB), est un obstacle majeur à toute politique de relance économique crédible. Un frein à l'investissement public : Cette dette limite les marges de manœuvre budgétaires nécessaires pour financer des projets structurants, en particulier dans les domaines essentiels tels que l'Éducation, la Santé et la Transition écologique. Un impact direct sur le pouvoir d'achat : En période de forte inflation, l'in-

capacité à mener une politique redistributive ambitieuse accentue les inégalités et fragilise les classes moyennes et populaires.

UN DISCOURS INTERNATIONAL EN DÉCALAGE

Macron mise sur son rôle sur la scène internationale pour renforcer son image de leader global, mais ces sorties apparaissent déconnectées des priorités domestiques : Une posture de leadership mondial : Son discours sur l'autonomie stratégique européenne ou sa participation à des initiatives internationales, comme la lutte contre le changement climatique ou les efforts de médiation sur des conflits globaux, cherchent à masquer les tensions intérieures.

Une stratégie inefficace pour la relance économique : Les annonces et accords internationaux, bien que symboliques, n'ont que peu d'effet concret sur l'économie nationale ou le quotidien des Français. Cela alimente le sentiment d'un président tourné vers l'extérieur et déconnecté des préoccupations locales.

UNE ÉCONOMIE STAGNANTE

Malgré les déclarations sur une « relance économique », la réalité est marquée par : Un chômage persistant : Bien que le taux de chômage ait légèrement baissé, le sous-emploi et la précarité restent élevés, en particulier chez les jeunes. Un pouvoir d'achat en berne : L'inflation, notamment sur les produits alimentaires et l'énergie, continue de grignoter les revenus des ménages, rendant les mesures ponctuelles d'aide largement insuffisantes.

UNE PERTE DE CRÉDIBILITÉ POLITIQUE

Macron tente de compenser ces faiblesses par une rhétorique tournée vers l'avenir et des promesses de réformes structurelles, mais cela ne convainc plus : Manque de résultats tangibles : Les réformes promises (comme celle des retraites) ont davantage exacerbé les tensions sociales que généré de véritables bénéfices économiques. Déconnexion du terrain : Le président apparaît comme focalisé sur sa stature internationale, incapable de répondre aux urgences économiques et sociales qui préoccupent les Français.

La dette publique française et la stagnation économique décrédibilisent largement les discours de relance et de pouvoir d'achat d'Emmanuel Macron. Ses sorties internationales, bien qu'importantes sur le plan diplomatique, ne suffisent pas à compenser ses échecs domestiques. Ce décalage entre ambition affichée et réalité vécue fragilise non seulement sa crédibilité, mais aussi la confiance des citoyens dans l'État.

Que nous inspire le cyclone «chido» qui a jeté à la face du monde

La misère, l'illétrisme et la précarité de l'île française de Mayotte ?

Par Abdelkader Khelil*

Pour être factuel, je dirai que Mayotte n'est en fait, qu'une petite communauté déshéritée, elle, l'oubliée, supposée être française mais juste par le fait que les frontons de ses édifices administratifs en nombre réduit, soient indiqués par un drapeau bleu, blanc, rouge. Sa population autochtone marginalisée, n'est en quelque sorte que le « vigile » d'un territoire considéré par l'État français comme stratégique, depuis sa départementalisation. Les Mahorais, ces laissés pour compte, vivent majoritairement dans la précarité de très nombreux bidonvilles insalubres. Et dire que la France a occupé Mayotte en 1841, tout en ajoutant à ses territoires d'outre-mer, les trois îles principales des Comores, au début du XX^{ème} siècle.

En 1974, les principales îles de l'archipel ont pris option pour l'indépendance, alors que Mayotte est restée dans le giron français. Résultat des courses, un demi-siècle plus tard : 75% des habitants de Mayotte vivent en-dessous du seuil de pauvreté, un habitant sur trois est au chômage et l'illettrisme est de 45%. Au plan sanitaire, la situation n'est guère plus reluisante, du fait qu'il est à noter, une forte proportion d'habitat précaire sans accès à l'eau courante pour une grande partie de la population. Alors, dites-moi ! Ça sert à quoi, de devenir Français ? Ce contexte a bien sûr des conséquences directes et pénalisantes pour la santé des habitants de cette île, ce « méga bidonville », réceptacle de l'exclusion humaine, de la mal vie et du non-droit. À bien regarder, l'espérance de vie à Mayotte est en deçà de celle observée en métropole. Elle était de 74,7 ans pour les hommes et 77,9 ans pour les femmes en 2014, contre 79,3 ans pour les hommes et 85,4 ans pour les femmes en métropole. Quelle tristesse pour cette communauté musulmane, pensant avoir fait une « bonne affaire », en se faisant « française » en 1974 ! C'est dire que le « code de l'indigénat » de l'apartheid a la peau dure pour avoir survécu depuis le 19^{ème} siècle, dans cette contrée de gens démunis, eux, les métissés basanés, victimes expiatoires des adeptes de la France néocoloniale, prise de folie et de délire !

Lors de sa première journée de visite à Mayotte, le 16 décembre 2024, soit six jours après le passage de l'ouragan, le président Emmanuel Macron qui est allé à la rencontre des habitants de l'archipel, notamment des équipes de soignants à l'hôpital de Mamoudzou, ou une partie des services ont été détruits, a été pris à partie par des citoyens excédés par la mauvaise gestion de cette crise. C'est dire que cette visite a été le théâtre d'échanges tendus, entre l'honorable invité et des Mahorais, exprimant clairement un sentiment d'abandon et dénonçant l'absence d'aides et de distribution alimentaire. Même qu'un citoyen lui a répliqué vertement, en lui disant : « J'ai écouté ce que vous avez dit ici, et ce que vous dites est complètement faux ! Je viens d'Ouangani, où il n'y a ni eau ni services de secours. Est-ce normal, après six jours ? » Et au président dans la gêne, de répondre : « Nous allons rebâtir Mayotte avec de nouveaux critères et renforcer la lutte contre l'immigration clandestine ».

Telle est la double promesse faite lors de son arrivée dans l'archipel dévasté par l'ouragan. Elle s'ajoute à bien d'autres, chaque fois qu'il est pris en défaut par des citoyens outrés par sa politique qui ne semble plaire qu'à l'empire de la finance et son appendice le CRIF, qui l'ont intronisé. Mais en attendant la reconstruction, « l'urgence pour la population mahoraise est d'être approvisionnée en eau et nourriture. Pendant des mois, Mayotte ne vivra pas en situation normale », a-t-il déclaré à Kwezi TV avant de s'envoler pour Djibouti et le traditionnel Noël avec les troupes déployées à l'étranger.

Et d'ajouter encore : « Il y a des communes qui ont perdu les trois quarts de leurs écoles, quand d'autres sont occupées par des gens qui n'ont plus de toits. Elles ne pourront pas rouvrir à la rentrée du 13 janvier, mais on veut pouvoir apporter une solution à toutes les familles à cette date », a-t-il assuré, en évoquant la scolarisation d'élèves à l'île de la Réunion. Mais est-ce responsable d'avancer une telle « solution poudre aux yeux », lorsque selon les sources du ministère de l'Éduca-

Pour rafraîchir la mémoire de celles et ceux très nombreux chez-nous, qui n'ont qu'une vague connaissance de Mayotte ou pas du tout entendu parler d'elle de toute leur vie, je dirai que cette île est située dans l'hémisphère Sud, entre l'équateur et le tropique du Capricorne, à l'entrée du Canal du Mozambique, c'est-à-dire, à mi-chemin entre Madagascar et l'Afrique, à 7.000 km de la métropole. Mayotte est donc ce petit archipel de l'océan Indien de 374 km², presque la taille de la circonscription administrative de Chéraga (328 km²), dans la wilaya d'Alger. Sa capitale est Mamoudzou et la population mahoraise à 95% musulmane de rite sunnite, est estimée à près de 350.000 personnes, soit l'équivalent de celle du Grand Tlemcen.



tion, 40% des 250 établissements scolaires de l'archipel sont endommagés et que cette île dite « voisine », se trouve à 1.435 km de Mayotte ? C'est comme s'il fallait déplacer les élèves des écoles de Marsat Ben M'hidi (ville frontalière avec le Maroc), à Souk Ahras (ville frontalière avec la Tunisie). Qui peut croire, pareille ineptie ! Non, vraiment ! Ce n'est pas sérieux d'avoir dit cette idiotie que consignera l'Histoire, Monsieur le président de cette France en dérive ! Il aurait mieux valu pour vous, de faire repentance d'impuissance et demander des excuses à la population musulmane métissée qui a scellé imprudemment son destin à celui de cette France raciste, arrogante, dominatrice, et dont la gestion territoriale déplorable a été mise à nu par le cyclone. Et pour expier leurs fautes, toute honte bue, les institutions étatiques plus préoccupées par la préparation des fêtes de fin d'année que mobilisées et solidaires avec la population sinistrée, cherchent plutôt dans cette atmosphère de panique, à faire porter le chapeau de cette situation critique, à l'immigration d'origine comorienne, devenue le bouc-émissaire tout indiqué.

Pour ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable et face au risque de déshydratation qui menace les populations sinistrées, le président a affirmé que : « la priorité des priorités, c'est le combat pour l'eau potable », en réponse à ceux qui clamaient : « On veut de l'eau, de l'eau » pour éteindre au moins leur soif. « Ça va s'accélérer », a-t-il assuré aux médias mahorais. Il a évoqué des livraisons par voie routière et à chaque fois que nécessaire, par hélicoptère ! « Tout est mis en place pour permettre la distribution de 600.000 litres d'eau par jour » (soit un peu moins de deux litres par habitant), a précisé son ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, cet extrémiste de droite, visiblement pas très concerné par ce qui se passe dans cette île à dominante musulmane, même si française ! Mais de qui se moque-t-on ? La question de fond qui se pose véritablement est pourquoi avoir attendu le passage dévastateur d'un ouragan, pour faire de telles promesses de circonstances qui, de toutes les manières ne seront pas tenues, indépendamment du fait qu'elles sont très minimalistes ? C'est aussi vrai que Mayotte est administrée à partir de Paris, selon les règles pérennes édictées en la matière, par l'idéologie coloniale dont la France semble s'en accommoder outrageusement. Mais pourquoi la France qui n'arrive pas à se défaire de son réflexe colonial droitier,

devrait-elle se préoccuper du bien-être de ses citoyens misérables ! me diriez-vous.

C'est vrai qu'elle a l'esprit totalement pris dans les chamailleries de sa classe politique tous courants, tendances et idéologies confondus qui s'entredéchire alors que plus portée sur son exhibitionnisme sioniste fortement marqué, que soucieuse de l'égalité des chances entre toutes les franges de la société française, au point de marginaliser ses départements d'outre-mer. « Loin des yeux, loin du cœur » est cet adage qui sied le mieux à Mayotte, mais pas seulement ! Parions que sa population démunie, assurée contre les risques calamités dans une proportion de 10%, continuera à patauger dans la boue de sa misère, sans que Paris ne s'en inquiète outre mesure. « El Hamdou Allah » ! Chez nous, cette précarité ne saurait être tolérée par l'État algérien social, celui de la fierté et de la dignité (El'aza Wal Karama) qui quoique puissent dire de lui, certaines voix haineuses, discordantes et toxiques en « oiseaux de mauvais augure » à partir de l'outre-mer ou même à travers les voix de leurs affidés infiltrés chez nous, n'a jamais ménagé aucun effort pour être toujours près de sa population en tout lieu de son vaste, riche et diversifié territoire. Rappelons-nous de la catastrophe de Bab El Oued, du séisme de Boumerdes, de la mise en quarantaine de la wilaya de Blida durant la période du Covid-19 et du manque d'oxygène, des feux de forêts d'origine criminelle et bien d'autres accidents qui ont endeuillé notre peuple résilient ! À chaque fois, l'esprit de solidarité a été présent chez les Algériens et Algériennes, mais aussi, la promptitude des pouvoirs publics a toujours été au rendez-vous dans ces cas précis, pour rétablir la normalité des services publics et indemniser les populations sinistrées.

Notre ANP, tout en assumant la noble tâche de sécurisation de nos 6.734 km de frontières partagées avec six pays voisins, n'en déplaie aux envieux et aux dénigriers, a toujours été de la partie, pour porter secours aux populations sinistrées. Rappelons-nous du rôle qu'elle a joué dans la couverture de nos besoins en vaccins à partir de la Chine... Mais aussi de ses jeunes du service national, enfants du peuple et originaires des diverses régions du pays qui veillent aux côtés de leurs aînés plus expérimentés, à assurer l'intégrité de notre territoire. C'est dire que l'Algérie est une et indivisible ! C'est ce message éternel et inoxydable de nos Chouhada, que chacune et chacun de nous, se doit de se l'approprier, partager et

respecter ! Face à la trahison et la félonie, l'éveil citoyen se doit donc d'être de mise ! Et puis, n'oublions pas que quand la France s'est empressée de déguerpir sans tambour ni trompette, après que notre indépendance lui fut arrachée de dure lutte en 1962, elle a laissé derrière elle, bien des « cadeaux empoisonnés » à notre jeune République naissante, entre autres, et non des moindres, celui d'une campagne ruinée, dévastée et presque totalement vidée de sa paysannerie. Mais aussi des milliers de bidonvilles furent érigés dans les périphéries de nos villes, pour abriter près de quatre millions de nos compatriotes en provenance des camps de concentration entourés de fils barbelés, surveillés par des miradors où les populations rurales étaient bestialement traitées par les harkis qui faisaient leur loi...

Aujourd'hui, avec la réalisation de centaines de milliers de logements, d'équipements et d'infrastructures de base, la situation dégradante dans les lisières de nos villes n'est qu'un mauvais souvenir ! Bien sûr qu'il est à déplorer que très souvent, cela c'est fait au détriment de terres agricoles ! Mais à qui la faute ? Qui a chassé notre paysannerie ? Qu'est-ce qui a rendu son retour chez-elle, si difficile ? Comment pouvait-elle oublier les déchirures et cicatrices qu'elle porte en elle ? Comment pouvait-elle oublier les traitements que lui ont fait subir l'armée française et ses suppléants ? Si elle a voulu fuir ses horribles souvenirs, c'est parce-que la terre de ses aïeux a été souillée par la longue occupation coloniale ? Eh bien, oui ! La ville anonyme l'a accueillie et a caché son identité du mieux qu'elle pouvait. Elle lui a servi de refuge et l'a aidé à oublier ce passé et ces lieux de mauvais souvenirs ! Elle a été en quelque sorte, son « psy » ! « El Hamdou Allah », l'Algérie d'aujourd'hui se porte mieux qu'elle ne l'était du temps de la « 3ssaba », même si le reste encore beaucoup à faire pour démasquer ceux qui détiennent le monopole dans la distribution des produits de première nécessité et ces planqués de l'administration qui pourrissent l'existence de nos concitoyens. Si c'est ainsi, cela tient à cette géographie qui nous a quelque peu gâtés et à la position géostratégique dont dispose notre pays, qui ne peut laisser indifférent. C'est là une reconnaissance implicite du poids spécifique de cette Algérie qui attise bien des convoitises. C'est pourquoi, les prismes déformants de certains analystes nous perçoivent tantôt comme un « département » d'outre-mer par nostalgie coloniale plus fantasmée que réaliste, tantôt comme formidable marché potentiel à reconquérir. Il est vrai que cela nous blesse profondément que nous soyons réduits au simple statut d'ancienne colonie ou à défaut, à la fonction exclusive de consommateurs.

Ces visions réductrices sont la négation même du rôle civilisationnel que continue à jouer notre pays aux côtés des peuples opprimés et dans le mouvement de décolonisation que d'aucuns ne lui ont jamais pardonné. L'Algérie n'est certainement pas cette « réserve protégée », reliée par un « cordon ombilical » à son espace nourricier d'outre-mer ! Elle est ce « pays-continent » qui tire sa personnalité de ses diversités plurielles forgées au gré d'une sédimentation et d'un brassage des cultures : amazighe, arabe, africaine et méditerranéenne. C'est au carrefour de ces dimensions qu'apparaît la spécificité algérienne dans toute sa complexité et la splendeur de son identité plurielle. Il est vrai que l'analyse dans ce cas n'est toujours aisée. L'Algérie contrarie les visées et calculs parce qu'imprévisible, rebelle et matériau complexe d'études. Cette Algérie-là s'analyse par des regards qui savent la scruter dans la profondeur de ses entrailles. C'est donc à nous d'expliquer et de donner une lisibilité de notre image qui puisse permettre aux autres, de mieux nous connaître en tant que peuple uni autour des valeurs de nos Chouhada, afin de mieux nous respecter...

*Professeur

Mayotte néocolonialisme le parjure de la France

Par Chems Eddine Chitour

« C'est une population qui est homogène, Était-il raisonnable d'imaginer qu'une partie de l'archipel devienne indépendante et qu'une île, con serve un statut différent ? Je crois qu'il faut accepter les réalités contemporaines. Les Comores sont une unité, ont toujours été une unité. (...) Nous n'avons pas, à l'occasion de l'indépendance d'un territoire, à proposer de briser l'unité de ce qui a toujours été l'unique archipel des Comores »

Président Giscard d'Estaing en 1974.

Un cyclone d'une violence rare a touché Mayotte le 14 décembre 2024. Selon un bilan (très) provisoire établi par les autorités françaises le 18 décembre, Chido a fait 31 morts et plus de 1000 blessés. Les bidonvilles de l'île, constitués de maisons en tôle, ont été rasés dans leur totalité, et de nombreux bâtiments en dur (privés ou publics) ont vu leur toit arraché par les vents. Pendant plusieurs jours, les gens ont été privés d'eau et d'électricité, cinquante ans quasiment jour pour jour après un vote qui a abouti à la dislocation de l'archipel. Nous allons tenter d'expliquer le manquement à la parole donnée de la France coloniale pour expliquer le drame actuel de Mayotte.

POURQUOI MAYOTTE EST ELLE FRANÇAISE ?

Mayotte fait partie d'un archipel uni par des traits culturels, une langue, une religion (l'islam) et une histoire en commun, mais coupé en deux par une frontière du fait qu'elle est restée française, puis devenue département, et région européenne «ultra-périphérique». Les trois autres îles forment l'Union des Comores, un pays indépendant qui revendique Mayotte comme partie de son territoire national.

C'est pour des raisons géostratégiques que Mayotte (374 km², 300 000 habitants) est devenue française en 1841, La région est notamment un centre d'écoute et de surveillance du canal du Mozambique et une zone économique de 2,5 millions de km² au sein d'une zone maritime sous juridiction française de 17 millions de km². Les trois autres îles, qui formaient des royaumes séparés, sont colonisées en 1912.

Au bout de 184 ans de colonialisme républicain, le peuple n'a toujours pas d'eau au bout d'une semaine. 77% de la population, vivant en dessous du seuil de pauvreté.

MAYOTTE, LES COMORES, LA MÉTROPOLE : AMBIGUÏTÉS D'UNE SITUATION (POST)COLONIALE

La situation actuelle de Mayotte, n'est pas tombée du ciel. Ce fut un long abandon de la métropole; «En 2023 et 2024, des opérations de police massives ont été lancées pour lutter contre l'immigration clandestine, détruire les habitats illégaux et reconduire à la frontière des dizaines de milliers d'étrangers sans papiers venu, pour l'essentiel, des Comores voisines.

«L'indépendance des Comores se prépare dans les années 1970, après celle de Madagascar en 1960. Un groupe social spécifique à Mayotte n'a pas intérêt à l'indépendance et crée un mouvement pour «Mayotte française» : le référendum de 1974 soit adressé, non «aux populations» mais «à la population» des Comores.

C'est le compte par île qui est retenu et 63,22 % des électeurs mahorais votent contre l'indépendance. Moins de deux ans plus tard, un deuxième référendum confirme à 98,83 % la réponse, les indépendantistes ayant été réduits au silence par des violences ou des menaces. En 2009, le statut de département d'outre-mer est accepté par référendum à 95,2 % par les Mahorais (61,37 % de votants) qui attendent toujours de meilleures conditions de vie Mayotte est le moins doté des départements d'outre-mer (DOM) avec un PIB par habitant 3,4 fois plus faible que celui de métropole mais près de 7 fois plus élevé que celui des Comores.

Alors que certains Comoriens raillent ce que le journaliste Rémi Carayol appelle une «colonisation consentie» de la part des Mahorais, d'autres parmi les plus pauvres forment la principale main-d'œuvre de Mayotte dans l'agriculture, la pêche et le bâtiment, tout en restant tenus à l'écart des nouvelles ressources»⁽¹⁾.

Les comoriens ballottés par le pouvoir colonial « Les Anjouanais sont très pauvres et la France est à 2 pas. Le visa Balladur, qui depuis 1995 in-



terdit aux Comoriens d'accéder à Mayotte sans visas, a fait 10 000 morts dans l'océan Indien entre Anjouan et Mayotte. Les Mahorais pensent que les Comoriens sont une menace et les Comoriens pensent être chez eux selon le droit international. On ne peut pas laisser cette situation perdurer : Pourquoi les Mahorais aujourd'hui ne veulent pas des Comores, au-delà de la haine qui est alimentée par les dirigeants politiques, Aujourd'hui les Mahorais se sentent insultés par la France, ils découvrent avec stupeur qu'ils ne sont rien. À eux de prendre leur destin en main comme le veulent les Antillais, la Nouvelle-Calédonie... Avant ce cyclone, Mayotte était déjà dévastée par la pauvreté, par le droit français qui souvent stipule, surtout pour la sécurité sociale, le fameux «sauf Mayotte». Comorien de Ngazidja, d'Anjouan, de Mohéli ou de Mayotte, nous ne sommes qu'un et avons les mêmes ancêtres»⁽²⁾

LE PIÈGE DIABOLIQUE LE VOTE ILE PAR ILE DISLOQUE LES COMORES

Le feuilleton de Mayotte mérite d'être raconté Len ce qu'il contient de coups tordus, de racisme de barbouzes tout ceci pour séparer Mayotte des autres îles. : «Le 22 décembre 1974, les Comoriennes sont appelées à se prononcer sur leur avenir au sein ou hors de la République française. La quasi-totalité opte pour l'indépendance, mais à Mayotte c'est le «non» qui l'emporte. Contrairement aux promesses de l'exécutif, la France décide de prendre en compte les résultats île par île, et acte ainsi la dislocation de l'archipel».⁽³⁾ Comme Djibouti, les Comores n'avaient pas profité de la vague des indépendances qui avait touché les colonies africaines de la France en 1960. Mais la question de la décolonisation se posait depuis plusieurs années, et le scénario d'une indépendance était devenu inéluctable à la fin des années 1960. Sauf à Mayotte, où un mouvement profrançais avait émergé quelques années plus tôt. Ce 22 décembre 1974, la question est de savoir si «les populations des Comores souhaitent choisir l'indépendance ou demeurer au sein de la République française». Les résultats sont sans surprise : plus de 99% des Grand-Comoriens, des Anjouanais et des Mohéliens votent pour l'indépendance. À Mayotte, où la campagne a été marquée par de nombreux heurts entre les partisans de «Mayotte française» (les «soroda») et les indépendantistes (les «serrer-la-main»), Lors de ce scrutin, des actes de violence sont recensés de part et d'autre. Quoi qu'il en soit, selon le décompte total, 94,56% des Comoriens sont favorables à l'indépendance. Or ce n'est pas ce résultat global que la France va prendre en compte, mais les votes île par île, malgré la promesse de Valéry Giscard d'Estaing⁽³⁾.

«Mais, entre-temps, poursuit l'auteur les parlementaires français ont changé le cours de l'His-

toire. Pendant des mois, les députés et les sénateurs ont été intoxiqués par les séparatistes mahorais. Les Mahorais, affirment ces derniers, n'ont rien à voir avec les Comoriens, ils ne parlent pas la même langue, n'ont pas la même religion, ne partagent pas la même histoire – un révisionnisme qui perdure. Avec leurs alliés de L'Action française, un mouvement royaliste d'inspiration maurrassienne, nostalgique d'un Empire qui s'est délité depuis la Seconde Guerre mondiale, ils affirment même que si la France «abandonne» les Mahorais, ils seront victimes d'un «génocide»» (3)

L'INTOXICATION DE L'EXTRÊME DROITE

Le mouvement d'extrême droite multiplie les initiatives : conférences de presse, articles dans son journal, Et ce travail de sape finit par payer Lorsque la question de la consultation des Comoriens est abordée à l'Assemblée nationale le 17 octobre 1974, le rapporteur de la loi, Charles Magaud, reprend à son compte leur propagande : Alors que les populations des autres îles sont en majorité musulmanes et que les Arabes y constituent le groupe ethnique le plus important, à Mayotte prédomine une population d'origine malgache et, pour une large part, catholique. Tous les éléments d'un particularisme local sont donc réunis dans cette île»⁽³⁾.

«Dans sa présentation, le secrétaire d'État aux Dom-Tom (Départements et Territoires d'outre-mer), Olivier Stirn, soutient le projet d'une coopération étroite entre la France et les futures Comores indépendantes, sur le modèle de ce qui a été fait ailleurs sur le continent. Il promeut «l'indépendance dans la coopération» – l'autre nom de la Françafrique.

Les motivations du gouvernement sont claires : accorder l'indépendance à l'ensemble de l'archipel pour mieux la confisquer en prenant soin de choisir les dirigeants du futur État qui lui seront favorables. Autrement dit, faire des Comores un satellite fidèle, à l'exemple du Gabon C'est aussi ce que défend Jacques Foccart, l'ancien secrétaire général de l'Élysée et le «Monsieur Afrique» de Charles de Gaulle et de Georges Pompidou : Le plan du gouvernement de Jacques Chirac est limpide. Le député centriste Max Lejeune qui est favorable à la prise en compte du vote des Mahorais, s'en émeut.

Il ose employer le terme de «néocolonialisme». Les socialistes et les radicaux s'opposent au vote île par île. «On ne crée pas impunément des singularités territoriales», mais nous voulons que ceux qui veulent rester français puissent le faire», arguent-ils. Parmi ces députés figure Jacques Soustelle, un fervent partisan de l'Algérie française qui a soutenu l'Organisation de l'armée secrète (OAS)⁽³⁾.

«Par-delà leurs divergences d'options politiques,

des hommes ont agi dans le même sens», se réjouira plus tard celui qui, au sein de L'Action française, a soutenu le combat pour «Mayotte française» : Pierre Pujo

Des figures du gaullisme ont appuyé les revendications séparatistes, parmi lesquelles Pierre Messmer et Michel Debré. L'enjeu stratégique est dans toutes les têtes. L'armée française, qui a été chassée de Madagascar en 1973 (elle y disposait d'une base importante à Diégo-Suarez), milite elle aussi pour garder une position dans le canal du Mozambique. Pour les militaires, il est vital que la France conserve des positions dans cette zone stratégique. À l'époque, 50% de la consommation européenne de pétrole brut transite par le canal du Mozambique – soit un flux quotidien de 75 000 tonnes de pétrole...» (3)

Au Sénat, Baudouin de Hauteclocque propose donc de prendre en compte le vote «des» populations, et non plus de «la» population. Les résultats de la consultation seront donc examinés île par île, et non dans leur globalité. À Moroni, cette loi, qui va dans le sens des séparatistes, est jugée inacceptable.

Selon Ahmed Abdallah, le principal dirigeant politique du territoire, elle remet en cause les accords signés en juin 1973, qui prévoyaient l'indépendance globale de l'archipel dans un délai de cinq ans. Le 6 juillet 1975, Abdallah, poussé par les mouvements anticoloniaux proclame unilatéralement l'indépendance des Comores. Dans leur île, les députés mahorais se placent sous l'autorité de Paris et organisent un putsch : le 21 juillet, le préfet nommé par le gouvernement comorien est démis de ses fonctions ; Younoussa Bamana, une figure du mouvement des «sorodas», est proclamé préfet sans que les autorités françaises s'y opposent. La séparation est actée. Elle sera condamnée à vingt reprises par l'Organisation des Nations unies» (3).

L'INDÉPENDANCE DES COMORES

L'union des Comores est un État indépendant d'Afrique australe composé de trois îles situées dans le nord du canal du Mozambique, un espace maritime de l'océan Indien.

Le pays a pour capitale Moroni, pour langues officielles le comorien (shikomor), parlé par 96,9 % de la population⁷, le français et l'arabe, et pour monnaie le franc comorien. L'union des Comores est membre de la Ligue arabe, de l'Organisation de la coopération islamique, les Comores ont obtenu leur indépendance le 6 juillet 1975. La Constitution comorienne identifie l'union des Comores à l'archipel des Comores, composé de quatre îles : Grande Comore, Mohéli (Mwali), Anjouan (Ndzuwani) et Mayotte (Maoré), cette dernière île ayant cependant décidé par référendum de rester française lors du processus de décolonisation.

Suite en page 9

Le décompte de l'horreur

Par Mustapha Aggoun

Plus de 45.000 vies arrachées, des chiffres qui dépassent l'entendement, une douleur que nul mot ne saurait véritablement exprimer. Ce sont les enfants, les femmes, les hommes de Gaza qui paient le prix ultime d'un génocide implacable. Et pourtant, le monde assiste, impuissant, parfois indifférent, à ce décompte macabre que les médias diffusent avec une froideur désarmante, comme s'il s'agissait des variations d'un indice boursier ou d'une statistique économique.

Les habitants de Gaza ne sont pas des chiffres. Ce sont des vies humaines, des rêves brisés, des sourires effacés, des familles détruites. C'est une mère qui serre dans ses bras le corps sans vie de son enfant. C'est un père qui fouille désespérément les décombres à la recherche de ce qui reste de sa maison, de son histoire, de son avenir. Dans les ruines, le froid mord les corps déjà affamés, la peur s'installe dans les cœurs, transformant chaque souffle, chaque instant en un cauchemar incessant. Un enfant, dans l'obscurité d'une nuit sans fin, entend les bombes au loin et se demande si c'est son tour, si le matin viendra encore pour lui. Cette peur, insidieuse et dévastatrice, est devenue une compagne permanente pour toute une population.

Et comme si cela ne suffisait pas, l'ombre de la trahison plane. L'autorité palestinienne elle-même, dans le cadre de la « coordination sécuritaire » avec l'entité sioniste, mène une campagne contre les résistants en Cisjordanie. Ces hommes et ces femmes qui défendent leur terre, leur dignité, leur droit à exister, se retrouvent pourchassés non seulement par l'occupant, mais aussi par leurs propres dirigeants. Une double oppression qui étouffe l'espoir et amplifie le sentiment de désespoir.

Mais cette tragédie est également marquée par l'incapacité flagrante des institutions internationales et régionales à agir. L'ONU, qui se veut le gardien de la paix et des droits humains, semble réduite à une simple spectatrice. Ses déclarations, bien qu'indignées, restent sans effet. Le Conseil de sécurité, paralysé par les véto et les calculs géopolitiques, ne fait qu'aggraver le sentiment d'injustice et d'impuis-



sance. La légitimité même de ces institutions est mise en question, car elles échouent à protéger ceux qui en ont le plus besoin. Et que dire des pays arabes ? Leur silence parfois de complicité, est une trahison.

Pour Gaza et pour la Cause palestinienne, les déclarations de soutien ne remplacent pas les actions concrètes. Les dirigeants arabes, plongés dans des considérations politiques et économiques, détournent les yeux tandis que le sang palestinien coule. Où sont les voix qui devraient s'élever pour dénoncer cette barbarie ? Où sont les mains tendues pour offrir un véritable soutien à un peuple assiégé et abandonné ? Le cauchemar ne connaît pas de pause. L'horreur prend des dimensions nouvelles, chaque jour plus insupportables. Gaza est devenue un symbole vivant de la souffrance humaine, une

plaie ouverte qui ne cesse de saigner. Les cris d'un peuple sont étouffés par le bruit des bombes et le silence complice d'un monde qui détourne les yeux. Pourtant, dans cette obscurité oppressante, une question demeure : jusqu'à quand ? Jusqu'à quand le monde restera-t-il spectateur de cette barbarie ? Jusqu'à quand faudra-t-il compter les morts avant que des vies soient sauvées ? Qui décide de la valeur d'une vie ?

Le peuple de Gaza n'a pas choisi cette guerre, il n'a pas choisi d'être enfermé dans cette prison à ciel ouvert, soumis à un siège impitoyable. Il subit, jour après jour, un génocide méthodique, une tentative d'effacement, non seulement de vies, mais aussi d'une culture, d'une histoire, d'une identité. Le monde attend-il que les sionistes décident de ces-

ser leur massacre ? Est-ce le pouvoir des bourreaux de décréter la fin de l'horreur qu'ils ont eux-mêmes initiée ? Où est l'humanité ? Où sont les dirigeants, les institutions internationales, ceux qui se réclament de la défense des droits humains ?

Chaque minute qui passe est une minute volée à l'innocence, à la vie, à la dignité. Chaque bombe qui tombe est une preuve supplémentaire du silence coupable et de l'inaction.

Pourtant, le peuple de Gaza continue de résister, de se battre, de vivre, même dans l'enfer. Une flamme vacillante mais indomptable, un témoignage de résilience face à l'inimaginable. Le cauchemar doit cesser. Pas demain, pas dans un mois, mais maintenant. Parce que chaque seconde qui passe est une seconde de trop.

Mayotte néocolonialisme le parjure de la France

Suite de la page 8

Cette scission des Comores a été dénoncée par l'Assemblée générale des Nations unies jusque dans les années 1990, et l'État comorien revendique toujours son autorité sur Mayotte, malgré la confirmation du choix du peuple mahorais par plusieurs autres référendums, qui ont mené à son accession au statut de département français en 2011». (4) (,,,) Face au refus français de reconnaître l'île de Mayotte comme un territoire comorien, le président du Conseil des Comores, Ahmed Abdallah Abderamane, proclame unilatéralement l'indépendance de l'ensemble de l'archipel, le 6 juillet 1975. Il est renversé un mois plus tard par l'opposition de gauche emmenée par Ali Soilih, favorable à de meilleures relations avec la France. Le mercenaire français Bob Denard, avec l'aval de Paris, débarque ensuite pour capturer Ahmed Abdallah Abderamane, qui s'était réfugié sur son île d'Anjouan. Au pouvoir, Ali Soilih met en place une politique socialiste et réclame à son tour que la France restitue Mayotte.

De nouveau missionné par les services de renseignement français, le SDECE, Bob Denard organise un nouveau coup d'État visant cette fois à réinstaller Ahmed Abdallah Abderamane, mieux disposé à l'égard de la France depuis son exil dans la métropole. Ali Soilih est capturé le 13 mai 1978 et exécuté quelques semaines plus tard. Pendant les dix années qui suivent, Bob Denard sert comme premier conseiller Abdallah Abderamane ; surnommé le « vice-roi des Comores », il est parfois considéré comme le véritable homme fort du régime» (4).

MACRON FRAGILISÉ PAR DES PROPOS CONTROVERSÉS À MAYOTTE

En déplacement dans l'archipel français de l'océan Indien dévasté par le cyclone Chido, le chef de l'État s'est emporté au milieu d'une foule qui le prenait à partie. « Vous êtes contents d'être en France ». Parce que « Si ce n'était pas la France vous seriez 10 000 fois plus dans la mer-de ! », s'est-il époumoné pour se faire entendre

face aux cris « Macron démission ». « Un président ne peut pas dire ça. Dans quel autre territoire français, le président sermonnerait nos concitoyens en leur demandant de bien vouloir arrêter de se plaindre de leur tragédie puisqu'ils ont déjà la chance d'être Français », a réagi sur le réseau social X le patron des socialistes, Olivier Faure. Emmanuel Macron a lui expliqué vendre di que la foule hostile était notamment composée de « militants politiques du RN », le parti d'extrême droite de Marine Le Pen, comme pour expliquer la vigueur de l'échange. Sur place, il a défendu un autre trait de sa personnalité, celui d'« aller au contact » de compatriotes en colère, sans se « planquer ». (5) Pour Philippe Moreau Chevrolet, professeur en communication, le chef de l'État aime ainsi aller « dans le rapport de force » avec « la petite phrase pour dominer l'échange quitte à abimer encore davantage son image déjà autoritaire ». « A Mayotte Emmanuel Macron a annoncé qu'il voulait « renforcer la lutte contre l'immigration clandestine ». Officiellement, 31 morts et quelque 2 500 blessés ont été recensés, Les Comores ont exprimé leur disponibilité à « envoyer de l'eau et des vivres » pour aider ses « frères et sœurs de Mayotte ». « Ce drame humain est d'abord comorien. Nous n'avons pas d'autres choix que d'être solidaires », souligne le porte-parole de la présidence. Dès le 16 décembre, les Comores ont annoncé que le pays était en deuil national pour une semaine, soit sept jours avant la France. Le vote de 1974 n'est pas reconnu par les Nations unies, qui considèrent que Paris ne respecte pas l'unité et l'intégrité territoriale des Comores. La France a été condamnée à plus de 20 reprises par l'Assemblée générale de l'ONU en cinquante ans » (6).

MAYOTTE, À QUI LA FAUTE ?

Le vendredi 13 décembre 2024, écrit Magali Reghezza la France semble plongée dans un état de sidération. La recherche des responsabilités, qui devient très vite une chasse au bouc-émissaire, est désespérément banale. Plusieurs hypothèses ont été proposées par Magali Reghezza. Elle liste cinq fautes dont elle montre les limites D'abord La faute au réchauffement climatique. Au lendemain de la catastrophe, et avant même la parution des études d'attribution, des voix se

sont élevées pour faire de Chido un effet du changement climatique. C'est ensuite la faute aux victimes depuis plusieurs années monte un discours qui impute aux victimes la responsabilité de leur sort.

Certains commentateurs médiatiques l'ont poussé jusqu'à l'abjection en expliquant que certaines l'avaient bien cherché. Citant La faute à l'immigration ; elle écrit qu'au cours des quarante dernières années, Mayotte a connu une très forte croissance démographique, les migrants viennent, pour l'essentiel, des îles voisines, L'immigration clandestine est à l'origine de fortes tensions sociales au sein de l'archipel.

Les migrants en situation irrégulière cumulent les facteurs de vulnérabilité. La grande pauvreté, aggravée par l'absence de travail formel et l'irrégularité de leurs revenus, les contraint à gagner les bidonvilles. (7)

L'auteure fait appel ensuite, à la faute au racisme : « Ainsi, écrit-elle en faisant du racisme le déterminant de la catastrophe, on confond la cause et la conséquence. La vulnérabilité s'enracine dans les inégalités de développement » Elle cite enfin la colonisation Pour elle « La compréhension de la vulnérabilité s'est enrichie des apports des courants post-coloniaux, qui ont montré la construction historique de certains mécanismes générateurs d'inégalités. Par conséquent, lire la trajectoire de vulnérabilité de l'archipel au seul prisme de la colonisation revient à nier les choix des Mahorais et les étapes qui ont accompagné l'indépendance du territoire ». (7)

« Alors, conclut-elle à qui la faute ? Chaque désastre écrit elle, est devenu une opportunité pour faire triompher ses valeurs, son idéologie et ses convictions, quitte à se livrer parfois à une instrumentalisation écoeuvante.

Plaquer coûte que coûte des cadres interprétatifs théoriques sur des situations singulières est la meilleure façon de s'interdire de comprendre la fabrique des vulnérabilités et d'agir efficacement. C'est assigner les vulnérables à leur condition de victimes et les condamner à subir encore et encore des crises ». (7)

Conclusion

Il y a une étrange similitude entre le calvaire de Mayotte et celui de l'Algérie colonisée : Le vote diabolique ile par ile malgré la promesse de Giscard d'Estaing est un parjure. On y retrouve le

même scénario en Algérie en citant à titre d'exemple le reniement de la parole donnée comme ce fut d'abord le parjure de Bourmont le 5 juillet 1830 qui promettait aux Algériens qu'il ne toucherait à leur religion. Vingt ans après l'occupation sauvage il ne restait plus que quelques mosquées sur la centaine initiale. Ce fut ensuite le cas de la promesse faite à l'Emir d'aller en Turquie (Brousse). Le bateau transportant l'Emir et sa famille est détournée sur Toulon ou l'Emir fut prisonnier plusieurs années.

Une autre vilenie pour forcer Mayotte à rester française on use de toutes les combines notamment celles de mobiliser des femmes « les chatouilleuses » pour empêcher leur maris de voter pour l'indépendance de l'île aidées en cela par un parti d'extrême droite local. Cela nous rappelle la manifestation par les colons extrémistes organisée pour dévoiler les femmes qui brûlent leurs Haïks et crient Algérie Française. Enfin toujours dans le même ordre, la menace de partition de l'Algérie pour créer une région pour les pieds noirs n'a pas réussi pas plus d'ailleurs que la tentative de séparer le Sahara de l'Algérie ? Il se trouve encore des contrebandiers de l'histoire qui osent parler de partition.

Enfin et pour conclure, la colonisation fut sanguinaire tragique et assumée par une France coloniale qui met en œuvre les pires combines pour arriver à ses fins. Les barbouzes de Bob Denard qui font et défont des gouvernements faibles sont financés par une France qui n'a respecté aucune des 20 résolutions de l'ONU condamnant la partition des îles Comores. Que vaut en définitive la parole d'homme d'Etat si elle n'est pas bridée par un code éthique voire moral ! Le néocolonialisme a encore de beaux jours devant lui. Ainsi va le Monde.

Chems Eddine Chitour

Note

1. Sophie Blanchy Gaspard Salatto <https://theconversation.com/mayotte-les-comores-la-metropole-ambigu-les-dune-situation-post-coloniale-206004> December 21, 2024
2. Said Moussa <https://reseauinternational.net/mayotte-comores-un-debat-eternel/> 22 décembre 2024
3. Rémi Carayol <https://reseauinternational.net/il-y-a-50-ans-la-dislocation-des-comores-ile-par-ile/> 21 décembre 2024
4. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Comores_\(pays\)#:~:](https://fr.wikipedia.org/wiki/Comores_(pays)#:~:)
5. <https://www.ledevoir.com/monde/826637/macron-fragilise-propos-controverses-mayotte> 20 décembre
6. Victor Avendaño https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/12/20/le-cyclone-chido-reveille-les-tensions-entre-la-france-et-les-comores_6458668_3212.html?
7. Magali Reghezza <https://bonpote.com/mayotte-a-qui-la-faute/> 22 12 2024

HUMEURS D'AUTEURS, ODEURS D'ALGÉRIE

Médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



**DES HUMEURS
D'ÉCRITURE. Essais
de Tayeb Kennouche.**
Editions El Qobia,
Alger 2024, 1.200 dinars

Près d'une cinquantaine de textes présentés «dans la nudité de leur naissance». Une partie, la plus consistante avec des textes pour la totalité publiés dans la presse et presque toujours liés à l'actualité toujours brûlante (l'Université, la Violence, la Culture, le Bac, la Recherche scientifique, la Sociologie, la Vie politique, le Hirak, les Langues, Constantine, Alger... Il y a, aussi, Bhl, Kamel Daoud, Christine Chaulet, Mohammed Dib, Ali El Kenz), et d'autres (9), assez récents relevant bien plus de la confession et de l'intime. Ces derniers, assez émouvants car nous connectant à nos propres vies et expériences... de sexagénaires et plus... et de plus jeunes..., encore sensibles : Le premier livre de lecture / Mon jardin public (qui n'existe plus) / Les agates (des billes de belle qualité) / Je suis né de toutes mes morts / Demain ou la nostalgie de l'avenir / La maison abandonnée de mon père / Majless «Ma» Barkahoum / Zohour (prénom de la maman) / Pèlerinage à l'ombre de ma mère. En gros, des écrits éparpillés à l'humeur du moment mais porteur d'un parfum «national» qui colle à la peau. Unique en son genre. L'Algérie, avec ses pluies, sa terre et ses soleils mélangés... dans la peau.

De l'aveu et de l'avis de l'auteur lui-même, des écrits qui n'apportent, certes aucune forme de réponse aux thèmes qu'ils abordent mais qui invitent à formuler les questions qui auront, dit-il, la sagesse d'apporter les meilleures ré-

ponses qui permettent de contempler le monde dans ce qu'il reste de bien, de bon et de beau. Et, malgré tout, ce ne sont pas de ces restes qui manquent.

L'Auteur : Né à Guelma, universitaire, enseignant-chercheur (sociologie) à Alger et dans plusieurs centres de recherche. Membre du Consortium des Universités Euro-Méditerranéennes, C.u.e.m. Auteur de plusieurs publications. Sommaire : Préambule/Préface (Mohamed Mebtoul, Sociologue, Professeur des universités)/Textes (47)/Post-face (Rabeh Sbaa, Professeur des universités, écrivain) Extraits : «Au-delà des chiffres, l'école, aujourd'hui, est encore incapable d'être moderne dès lors qu'elle renforce les frontières au lieu d'ouvrir les horizons pour la société toute entière» (p 51), «Dans la nature comme dans les sciences qui prennent cette dernière pour objet, rien ne se perpétue dans la continuité. Assurément, ces adeptes ignorent que la continuité est une pure illusion.

Mais aujourd'hui, dans la traversée du désert qui est la nôtre, cette continuité prend la forme d'un mirage» (p 82), «Si certaines questions ne sont pas encore résolues, le Hirak a le mérite de les rendre visibles pour qu'elles soient enfin abordées» (p135), «C'est une écriture (note : celle de Kamel Daoud) de fermeture. Toute recroquevillée sur ses ressentis et ses émotions. Elle est de partout clôturée par l'idéologique où l'esthétique est polluée par des mots trop chargés de valeur et de jugements» (p159), «Ma mère, c'est la joie. Ma mère c'est la fête. Ma mère ce sont toutes nos guérisons, nos anniversaires, nos réussites, nos fiançailles et nos mariages. Ma mère porte sur son beau visage l'histoire de tous nos bonheurs» (p 303)

Avis Une très, très belle gymnastique de phrases, de

mots et de pensées. Sur des sujets toujours d'actualité brûlante. Avec un beau brin de nostalgie... Il était une fois. A lire -sans se presser pour mieux comprendre et apprécier- sans tarder.

Citations : «Ecrire est une vocation qui enrôle la personne toute entière dans une existence où les mots deviennent capables d'inventer des mondes et des saisons» (p 7), «L'innovation n'est pas une vision du monde, c'est un ensemble de moyens pour y parvenir... Il s'agit d'une création nouvelle qui se construit sur les décombres de l'ancienne» (p 59), «Il ne suffit pas, disait en substance P. Bourdieu, d'énoncer des opinions généreuses, le devoir d'un intellectuel est d'abord de produire et de mettre au clair une vision scientifique de la réalité, et à travers elle les raisons d'agir» (p 73), «Dieu, pour protéger l'homme du désespoir, a donné à l'espoir une sœur qui s'appelle l'espérance» (p 88), «C'est par la qualité de ses enseignements et de ses productions que chaque université se donne la seule langue qui dit fidèlement ses vraies compétences, comme ses réelles incompétences» (p107), «L'intellectuel est le contemporain le plus immédiat non seulement du monde mais surtout de sa propre société dont il est le premier visionnaire... Il est celle ou celui qui est capable de voir plus vite et plus loin. Cette faculté l'engage, inmanquablement, à prendre part dans l'histoire» (pp 144-145), «Dans les sociétés où l'art et la culture se font rares, l'amour de la liberté devient un amour illicite» (p148), «C'est quand il perd la mémoire qu'un peuple disparaît ou s'exclut de l'Histoire. Il ne sait plus qui il est. Il ignore ce qu'il était. Il se retrouve incapable de dire ce qu'il veut devenir» (p173), «Une société n'existe que par le récit que l'on fait de son existence. Sinon comme une Arlésienne, tout le monde en parle mais personne ne la voit» (p 211).

Il a longuement travaillé sur le système éducatif algérien, sur le statut des élites et des cadres... sur l'évolution des langues en Algérie depuis l'Indépendance. Plusieurs publications consacrées à des figures de la culture algérienne (Ibn Khaldoun, Jean Amrouche, Frantz Fanon, Al Mahdi Bouabdelli)

Avis Des études qui datent certes, mais très utiles au chercheur car elles fournissent les éléments très bien réfléchis et essentiels pour comprendre le présent Citations: (...) «La valeur sociale réelle des titres que confère une institution de formation, même lorsque celle-ci est en principe destinée à la formation d'une élite, ne dépend pas seulement des mesures formelles prises pour sélectionner ses étudiants, et pour y instaurer une didactique exigeante, mais surtout du degré auquel cette institution est objectivement intégrée dans les stratégies conscientes ou inconscientes des différentes fractions de la classe dominante, par lesquelles elles tendent à reproduire et surtout à reproduire leur domination» (p 168)

Extraits pour rappel.
Fiche complète in
www.almanach-dz.com/
bibliotheque d'almanach /
education)

Mosquées standardisées : un péril pour la diversité

Par Toufik HEDNA

La récente initiative du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs visant à uniformiser la construction des mosquées en Algérie soulève de vives interrogations. Alors que notre pays se caractérise par une mosaïque de traditions et de sensibilités religieuses, on voit poindre le risque d'une standardisation non seulement de l'architecture, mais aussi de l'âme même de ces lieux de culte. Les acteurs locaux, notamment le maire - pourtant premier magistrat de la ville - et l'architecte, censé donner vie à un projet ancré dans le tissu urbain, se retrouvent muselés, finissant écartés d'un processus qui devrait pourtant leur revenir de droit.

MENACE SUR L'ARCHITECTURE ET LA DIVERSITÉ CULTURELLE

L'Algérie est depuis toujours un carrefour de civilisations, dont le patrimoine architectural témoigne de l'héritage arabo-andalou, saharien, ottoman, ibadite, Soufi, ou encore des Zaouias. Chaque région a ses spécificités, ses matériaux de prédilection, son style et son histoire. Imposer un modèle unique de construction, c'est ignorer toute cette richesse. En repoussant dans l'ombre les particularités régionales, on abîme des pans entiers de notre identité. Pourtant, nos architectes sont formés aux techniques les plus récentes et cherchent souvent à concilier héritage traditionnel et innovations écologiques ou futuristes. Les pays voisins et d'autres Etats musulmans l'ont compris et s'ouvrent déjà à de nouvelles esthétiques - panneaux solaires, mosquées «vertes», lignes épurées. Pourquoi l'Algérie, avec son potentiel, se cantonnerait-elle à répéter un modèle banal, imposé par des experts, sans âme, qui ne reflète aucunement son histoire plurielle ?

L'ARCHITECTE, ARTISAN DE LA COHÉSION URBAINE BAFOUÉ

Toute construction, a fortiori lorsqu'il s'agit d'un équipement public emblématique, devrait être le fruit d'une collaboration étroite entre le maître d'ouvrage et l'architecte. Or, dans nombre de projets de mosquées, l'architecte est réduit à un simple exécutant, contraint d'entériner les volontés d'acteurs peu ou pas qualifiés. Les comités de gestion, et aujourd'hui le ministère, investis d'une mission religieuse, se substituent à l'expertise professionnelle en dictant les grandes lignes du projet. Un tel schéma n'aboutit qu'à une architecture répétitive, voire fragile, incapable de prendre en compte les spécificités environnementales et culturelles de chaque localité. Il est urgent de réhabiliter le rôle central de l'architecte, garant de la sécurité, de l'accessibilité et de l'harmonie architecturale - trois dimensions essentielles, trop souvent négligées.

UN MAIRE DÉPOSSÉDÉ DE SON POUVOIR D'AMÉNAGEMENT

Dans le même élan, on marginalise de plus en plus le maire, alors même qu'il est censé veiller à l'équilibre urbain. Comment imaginer une ville bien structurée si le choix des terrains et l'implantation d'édifices majeurs se font (parfois) sans son aval ? Les dysfonctionnements sont pourtant évidents : mosquées construites sans stationnement adapté, voies d'accès saturées les jours de prière, absence de dispositifs de sécurité pour accueillir des centaines, voire des milliers de fidèles. De surcroît, ces projets se passent souvent d'études préalables rigoureuses : aucun plan de circulation, peu ou pas d'issues de secours, pas de prise en compte de la mobilité réduite. On se retrouve avec des escaliers abrupts, inadaptés aux personnes âgées ou handicapées, et un espace saturé dès qu'affluent les foules.

UNE PROGRAMMATION CULTUELLE QUASI INEXISTANTE

Que dire, ensuite, de la vie quotidienne

de ces mosquées ? Nombre d'entre elles se limitent aux cinq prières et à la récitation du Coran. Autrefois, la mosquée était le cœur vibrant de la cité, ouverte aux cours de théologie, aux débats, aux événements culturels, voire aux échanges intellectuels variés. Aujourd'hui, faute d'une programmation structurée, elle se mue parfois - et il faut bien le dire - en salon de sieste durant le Ramadhan. Où sont passés ces espaces d'apprentissage et de rencontre qui permettaient aux citoyens de se former et d'échanger ? Si le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs veut réellement unifier quelque chose, il devrait peut-être commencer par encourager des initiatives culturelles et éducatives qui répondent aux besoins de la Communauté, plutôt que de se focaliser sur la forme des minarets ou la taille des coupoles.

DE L'OPACITÉ DES FINANCEMENTS À LA FRAGILISATION DE LA GOUVERNANCE

Parallèlement à ces difficultés, il faut reconnaître qu'une partie des fonds de construction provient de collectes citoyennes dont la transparence n'est pas toujours garantie. Certes, il n'est pas question de jeter l'opprobre sur la générosité des fidèles, mais la multiplication des appels à contribution suscite parfois des interrogations, surtout lorsqu'on ignore où vont réellement ces sommes. La municipalité, qui fournit souvent le terrain, se retrouve sans réelle maîtrise d'ouvrage ni contrôle strict des dépenses. Le paradoxe est saisissant : on impose un modèle architectural identique à tous, mais on ne se préoccupe guère des modalités d'un financement plus rigoureux ni d'une gestion saine sur le long terme.

UNE RÉFLEXION À REPENSER : DE LA FORME À LA FONCTION

Face à ce constat alarmant, la question n'est pas d'opposer religion et modernité, mais de savoir si l'on veut figer la mosquée dans un canevas sans relief ou l'ériger en symbole vivant de la diversité algérienne. Au lieu de standardiser, pourquoi ne pas soutenir l'inventivité, pour qu'émergent des édifices respectueux de l'environnement et ancrés dans leur terroir ? Pourquoi ne pas fixer un cadre national plus souple, où chaque région pourrait interpréter les standards en fonction de ses spécificités culturelles et climatiques ? D'ailleurs, la mosquée demeure l'un des rares grands équipements où l'architecte algérien peut encore laisser libre cours à son imagination, et elle mérite bien cette exception pour s'affranchir de toute uniformisation. Par ailleurs, si l'unification doit intervenir, c'est sans doute davantage dans l'organisation et la dynamique des mosquées que dans leur design. Il est temps de revoir les textes législatifs, d'éclaircir les rôles : qu'on redonne au maire ses prérogatives d'aménagement, à l'architecte sa liberté de création, et qu'on instaure enfin une programmation intelligente qui redonne à la mosquée le rayonnement spirituel et social qui fut autrefois le sien. Car la mosquée n'est pas qu'un bâtiment : c'est un espace public central pour la Communauté, une porte ouverte vers la vie intellectuelle et collective.

En somme, l'Algérie ne peut se permettre de brider ainsi sa propre richesse culturelle. Les enjeux sont considérables : sauvegarde du patrimoine, valorisation du génie créatif, gestion urbaine harmonieuse, sécurité des fidèles et, surtout, renouvellement d'une fonction culturelle et culturelle devenue trop souvent accessoire. Loin d'une simple histoire de coupoles et de minarets identiques, c'est le visage même de nos villes et de notre société qui se joue ici. Un visage qu'il serait regrettable d'uniformiser au détriment de la diversité, de l'innovation et d'une vraie cohérence dans la vie publique.



**DIMENSIONS
DU CHAMP
ÉDUCATIF ALGÉRIEN.**
Analyses et évaluations.
Recueil d'articles de
Mustapha Haddab,
Arak Editions, Alger 2014,
262 pages, 650 dinars
(Fiche de lecture déjà
publiée le 2 juillet 2020).

En quatorze (14) textes, l'auteur nous permet d'avoir une vue quasi-complète sur l'évolution historique du système éducatif algérien. «Contribuer à la constitution d'une histoire sociale du champ éducatif en Algérie depuis l'indépendance», telle est son ambition.

Les articles (études est le terme plus approprié car relevant bien

Utilisés pour la fabrication d'aliments pour bétail Exportation de 10 tonnes d'intrants vers la Libye

J. Boukraa

Les efforts de la filière agricole de la wilaya d'Oran portent leurs fruits avec l'exportation hier de 10 tonnes d'intrants utilisées dans la fabrication des aliments pour bétails. Cette première cargaison, produite par une unité de production située dans la zone industrielle de Sidi Chahmi, marque une étape décisive pour l'intégration des entreprises locales sur les marchés internationaux. Dans ce cadre les services agricoles de la wilaya d'Oran, accompagnés des cadres de l'inspection vétérinaire, ont effectué une visite d'évaluation à l'unité de production. Cette inspection visait à superviser les préparatifs de l'expédition de cette première cargaison vers la Libye, prévue hier 25 décembre 2024. L'initiative illustre les capacités croissantes des entreprises locales à répondre aux standards internationaux en matière de qualité et de sécurité alimentaire. Les 10 tonnes de CNV (Compléments Nutritionnels pour le Bétail), sont le fruit d'un processus rigoureux de production et de conditionnement. Elles témoignent du savoir-faire local et du potentiel des unités industrielles oranaises à s'inscrire dans une dynamique d'exportation, renforçant ainsi la compétitivité du secteur agricole national. Cette démarche s'inscrit également dans une stratégie plus large visant à diversifier les débouchés des produits agricoles et à soutenir l'économie locale. L'ex-



portation de ces 10 tonnes de CNV vers la Libye ne représente pas seulement un exploit commercial, mais également un jalon dans le développement des échanges agro-industriels entre l'Algérie et ses partenaires.

Cette initiative met en lumière l'importance de l'innovation et du développement industriel dans le secteur agricole, tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour les producteurs locaux. Le succès de cette opération encourage également d'autres entreprises à viser les marchés

étrangers, contribuant à positionner l'Algérie comme un acteur clé dans la chaîne d'approvisionnement régionale et internationale des produits agricoles et agro-industriels. Les autorités agricoles de la wilaya d'Oran ont exprimé leur satisfaction face à cette avancée et réitérent leur engagement à soutenir les initiatives similaires.

Elles invitent les entreprises locales à profiter des opportunités offertes par les marchés internationaux pour renforcer la présence algérienne dans le commerce mondial des produits agricoles.

Bir El Djir et Oran Amélioration des infrastructures de distribution de gaz

J. Boukraa

Dans une démarche continue visant à garantir une distribution de gaz naturel conforme aux normes les plus élevées de sécurité et d'efficacité, la Direction de la distribution d'Oran, couvrant les communes d'Oran et de Bir El Djir a lancé un projet ambitieux de modernisation des canalisations de gaz. Ce projet, qui illustre l'engagement fort de la direction envers le développement des infrastructures énergétiques locales, porte sur le remplacement de 11 km de réseau de distribution. Selon un communiqué émanant de cette société à ce jour, environ 5 km de conduites en cuivre et en acier ont déjà été remplacés par des tuyaux en polyéthylène, un

matériau moderne reconnu pour sa durabilité et sa résistance. En complément, 610 raccordements au réseau seront réhabilités, assurant ainsi une continuité de service optimale pour les citoyens. L'un des points forts de ce projet réside dans l'utilisation de la technique de by-pass, qui permet de mener les travaux sans interruption de l'approvisionnement en gaz. Cette innovation témoigne de la volonté de la direction d'éviter tout désagrément aux usagers, en conciliant travaux d'envergure et continuité du service.

En plus de garantir une distribution fiable et continue, ce projet s'inscrit dans une stratégie globale visant à améliorer la performance du réseau et à réduire les risques de pannes et de fuites. Ces

problèmes, souvent causés par des atteintes aux infrastructures, seront significativement minimisés grâce à ces travaux. La modernisation du réseau contribue également à renforcer la sécurité des installations et à offrir un confort accru aux habitants. La Direction de la distribution d'Oran réitère son engagement à investir dans des projets structurants pour améliorer la qualité des services. Elle invite les citoyens à prendre contact pour toute demande ou question relative à la distribution de gaz naturel via le numéro 3303, disponible 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. La Direction de la distribution d'Oran reste à l'écoute des besoins des citoyens et s'efforce d'offrir un service public à la hauteur de leurs attentes.

Une personne interpellée à Aïn El Turck Des travaux illicites mettent en péril la structure d'un immeuble

J. Boukraa

Une personne a été interpellée par les services concernés pour avoir endommagé une partie des fondations d'un immeuble et d'avoir entrepris des travaux illicégaux dans le sous-sol de cet immeuble dans la commune d'Aïn El Turck, a indiqué un communiqué publié sur la page face-book de cette collectivité locale. En effet, le citoyen a creusé deux réservoirs souterrains sous l'immeuble, l'un destiné à l'eau, mesurant trois mètres de long et plus de deux mètres de profondeur, et

l'autre, un réservoir supplémentaire, créant des risques pour la structure du bâtiment. De plus, il a modifié un étage souterrain en appartement, sans autorisation légale et sans documentation appropriée. Les travaux réalisés dans les parties communes de l'immeuble exposent ainsi la sécurité des habitants à de graves risques. Ces actes violent les normes de construction et d'urbanisme en vigueur. L'opération a été effectuée par les services de la commune d'Aïn El Turck, en collaboration avec la commission de la construction et de l'urbanisme, ainsi que les for-

ces de l'ordre. Afin d'évaluer l'étendue des dommages causés à l'immeuble, une nouvelle sortie est prévue, en présence d'un représentant de la Direction de l'Habitat et de l'Urbanisme, ainsi que des experts techniques spécialisés dans le bâtiment. Leur mission sera de déterminer les dégâts et de proposer les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des résidents. Selon la même source, l'auteur de ces infractions sera entendu par la police de l'urbanisme, et le procureur de la République sera informé afin que des poursuites judiciaires soient engagées.

En attendant l'attribution de 1.000 nouvelles unités Plus de 5.000 logements distribués en 2024 à Oran

D. B.

Selon un récent bilan des services de la wilaya, plus de 5.000 logements toutes formules confondues ont été distribués depuis le début de l'année. Près d'un millier d'autres unités sont prévues à la distribution au début de l'année prochaine. Avec le relogement de près de 3.000 familles le 1^{er} novembre dernier, la wilaya d'Oran aura distribué plus de 5.000 logements toutes formules confondues, au courant de cette année 2024. Le gros lot de ces attributions a ciblé les mal-logés, occupant les bidonvilles et les immeubles menaçant ruine, notamment les bénéficiaires de la formule à points. Le 1^{er} novembre dernier, l'ex-wali d'Oran, Saïd Sayoud, avait présidé une cérémonie marquante consacrée à la remise de 2.879 décisions de bénéfice pour divers types de logements, destinées à plusieurs catégories de la population. Cette initiative s'inscrit dans les efforts des autorités locales pour répondre aux attentes des citoyens en matière de logement et pour améliorer les conditions de vie dans la wilaya. Les logements se répartissent de la manière suivante : 1.639 logements publics locatifs sont dédiés aux familles à revenus modestes, offrant un habitat abordable et contribuant ainsi à une meilleure qualité de vie pour ces bénéficiaires. 1.000 logements en vente par location (AADL), ce programme permet aux citoyens d'acquérir un logement par un système de location-vente, facilitant ainsi l'accès à la propriété pour de nombreux ménages. 40 logements promotionnels aidés (LPA) logements s'adressent aux citoyens ayant un revenu intermédiaire, leur permettant d'accéder à un logement à des conditions avantageuses. 200 aides pour le logement rural destinées aux habitants des zones rurales, ces subventions

facilitent la construction ou la rénovation de logements dans leurs régions d'origine. Cet événement reflète l'engagement des autorités locales envers le bien-être de la population, en renforçant l'accès au logement pour différentes tranches de la société et en favorisant le développement du cadre de vie des citoyens d'Oran. Contrairement aux autres wilayas, les autorités locales et à leur tête l'ex-wali d'Oran, ont décidé de faire de l'éradication de l'habitat précaire l'une des priorités de la wilaya. Avec le relogement dans les tous prochains jours de quelque 300 familles de Mers El Hadjadj et le dernier relogement de 191 familles occupant le bidonville «Trig El Gaz», à Sidi El Bachir, dans la commune de Bir El Djir, la wilaya d'Oran a entamé depuis le début de l'année une nouvelle phase de relogement qui a touché les familles occupant le bidonville Sbika à Es-Sénia, ainsi que le reste des familles occupant le bidonville de Ras El Aïn. Au total, près de 2.000 logements ont été destinés au relogement des familles dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire et la lutte contre les bidonvilles. 900 familles ont été relogées, durant le mois d'avril dernier à Chehairia (Béthioua) et à Oued Tlélat. Parmi ces familles, 883 qui occupaient des habitations précaires à Ras El Aïn (commune d'Oran) ont bénéficié de logements neufs (LPL) implantés à Chehairia (commune de Béthioua), alors que 17 autres familles, qui occupaient des constructions illicites situées dans une exploitation agricole «Khemisti», sise à Aïn El Beida, dans la commune d'Es-Sénia, ont bénéficié du même type de logements au niveau du Pôle urbain de Oued Tlélat. Ces opérations ont permis aux autorités de la wilaya d'éradiquer trois importants bidonvilles et la récupération d'un important portefeuille foncier.

L'entrepreneuriat en milieu agricole Une rencontre au profit des agriculteurs et des femmes rurales

La Chambre d'agriculture de la wilaya d'Oran a organisé, mardi à Misserghine, une rencontre de sensibilisation sur l'entrepreneuriat en milieu agricole, destinée aux agriculteurs, à leurs enfants, aux femmes rurales actives dans le domaine agricole et aux jeunes intéressés par l'agriculture. Cette rencontre, organisée en coordination avec l'antenne d'Oran de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE), avait pour objectif d'informer les agriculteurs, leurs enfants et les femmes rurales actives dans le secteur agricole sur les différents avantages offerts dans le cadre du dispositif de soutien et de développement de l'entrepreneuriat, a précisé à l'APS le président de la Chambre d'agriculture, Rezouga Saïd. La rencontre, à laquelle ont participé de nombreux acteurs du secteur agricole d'Oran, ainsi que des cadres de l'ANADE, de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) et de l'Agence nationale de gestion du microcrédit, a per-

mis de présenter les conditions d'accès à ce dispositif destiné à développer les filières agricoles dans la wilaya et d'encourager les agriculteurs et leurs enfants à élargir leurs activités agricoles, a ajouté M. Rezouga. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une campagne de sensibilisation destinée aux artisans et aux acteurs de divers secteurs, dont l'agriculture, qui ne bénéficient pas encore des dispositifs de soutien de l'Etat. Elle vise à les informer des avantages offerts par les dispositifs de l'ANADE des modalités d'accès au soutien et au financement, ainsi que des avantages fiscaux associés, comme l'a expliqué un responsable de la communication à l'antenne de la wilaya d'Oran de l'ANADE, M. Bessaï Brahim. Le même responsable a fait observer que «toute personne souhaitant développer ou diversifier son activité dans divers secteurs, y compris l'agriculture, peut bénéficier d'un prêt sans intérêt allant jusqu'à 10 millions de dinars, à condition que son âge soit compris entre 20 et 58 ans».

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Belgacem Badra, 82 ans, Bel-Air
Mokhtar Badra, 77 ans, Eckmühl
Tahami Taïb, 82 ans, Oran
Mekakouter Yamina, 80 ans, Eckmühl

Horaires des prières pour Oran et ses environs

24 jomada ethania 1446

El Fedjr 06h41	Dohr 13h04	Assar 15h39	Maghreb 18h00	Icha 19h23
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Béchar Trois blessés suite à une explosion de gaz

Trois (3) personnes membres d'une même famille ont subi des brûlures à différents degrés suite à un incendie qui s'est déclaré mardi dans la soirée dans un appartement à Béchar, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit suite à une fuite de gaz suivie d'une explosion à l'intérieur du même appartement situé au rez-de-chaussée d'un immeuble de quatre (4) étages à la cité 1.500 logements, dans la commune de Béchar, ce qui a entraîné un

effondrement total des murs et la fissuration d'un mur d'un appartement adjacent, a déclaré à l'APS, le chargé de la communication à la direction de la Protection civile, le sous-lieutenant Abou Bakr Essedik Baali.

Les éléments d'intervention et de secours de l'unité principale appuyés par ceux du poste avancé de quartier Debdeba, ont pu maîtriser l'incendie empêchant sa propagation aux autres appartements du même immeuble, a-t-il expliqué.

Les victimes ont été évacuées vers l'hôpital «Tourabi Boudjema», du

chef-lieu de wilaya dont une ayant subi des brûlures de troisième degré a été transférée en urgence vers le service des grands brûlés du centre hospitalo-universitaire (CHU) d'Oran, a-t-il ajouté.

Le secrétaire général de la wilaya, Benyoucef Rachid, s'est rendu à la même structure hospitalière pour s'enquérir de l'état de santé des victimes de l'incendie, âgées entre 43 et 58 ans.

Une enquête a été ouverte par les services compétents pour déterminer les causes de cet accident.

Mascara Plus de 1.000 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique



Un total de 1.032 exploitations agricoles dans la wilaya de Mascara a été raccordé au réseau électrique entre mars 2023 et la mi-décembre de cette année, selon la direction locale de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDEG).

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du programme national d'approvisionnement en énergie électrique des exploitations agricoles, a concerné 1.032 exploitations réparties sur différentes communes de la wilaya et a permis la réalisa-

tion d'environ 460 kilomètres de réseau électrique, a précisé la même source à l'APS.

Par ailleurs, 40 exploitations agricoles supplémentaires devront être raccordées à l'électricité dans différentes communes de la wilaya, dans les prochains jours, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que les travaux de raccordement de huit autres exploitations sont toujours en cours.

La même source a indiqué que les services de l'entreprise, en collaboration avec la direction des services agricoles de la wilaya de Mascara,

recensent au total 1.085 exploitations agricoles concernées par l'opération de raccordement au réseau électrique. Elle a également annoncé le lancement prochain de sorties sur le terrain, en coordination avec la direction des services agricoles (DSA) et la Chambre d'agriculture de la wilaya, pour recenser les exploitations agricoles de la région nécessitant des raccordements électriques, précisant que ces sorties visent à établir un programme complémentaire pour le raccordement des exploitations agricoles à cette source d'énergie.

Mascara Près de 250 kg de viandes saisis

Belkecir Mohamed

Les services concernés de la sûreté de wilaya ont effectué cette semaine, des opérations de contrôle au

marché de « Trig El Oued » avec ses ruelles. Les contrôleurs ont relevé des infractions et saisi plus de 244 kg de viandes rouge et blanche pour divers délits liés à l'hygiène et de mauvaise

conservation. De même, 107 kg de aux fruits et légumes ont été retirés des étals. 18 infractions ont été relevées et des procès verbaux ont été établis à l'encontre des contrevenants.

Tissemsilt Des opportunités d'emploi pour les jeunes

Les participants à une journée d'information sur le renforcement des opportunités d'emploi dans la wilaya de Tissemsilt, tenue mardi, ont souligné les efforts déployés par diverses institutions pour offrir des opportunités d'emploi aux jeunes.

Les différents intervenants, lors de cette rencontre, organisée par la direction de l'emploi, comprenant des représentants d'institutions, de directions, de l'université, ainsi que des acteurs de la société civile et des partenaires dans divers secteurs d'activité, tels que le secteur économique et industriel, ont mis en avant les efforts de l'Etat pour fournir des opportunités d'emploi aux jeunes de la wilaya, à travers les mécanismes mis en place, notamment l'Agence de gestion du crédit à la petite entreprise, l'agence locale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et autres.

Dans ce cadre, la directrice de l'emploi de la wilaya, Taleb Alia, a précisé que l'objectif de cette rencontre, placée sous le slogan «Renforcer le bassin de l'emploi et les méthodes de persuasion dans les deux sens, entreprises et demandeurs d'emploi», est de sensibiliser les jeunes aux différents mécanismes instaurés par l'Etat pour leur permettre d'accéder à des postes de travail, en particulier dans les secteurs où l'activité est importante dans la wilaya, compte tenu des grands chantiers ouverts dans la région, suite à l'attribution d'un programme de développement complémentaire par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

De son côté, le Dr Djilali Laakab, de l'Université «Ahmed Benyahia El-Wacharissi» de Tissemsilt, a souligné que l'université accompagne les jeunes porteurs de projets pour les aider à concrétiser leurs idées, grâce à l'in-

cubateur d'entreprises. Il a également insisté sur le rôle du Centre de développement de l'entrepreneuriat, qui offre aux étudiants une formation de trois semaines, leur permettant de passer de l'idée du projet à sa concrétisation, en coordination avec l'agence locale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat.

Le même intervenant a ajouté que plus de 127 étudiants porteurs d'idées de projets ont été formés en 2023 et 2024 pour créer leurs entreprises, dans le cadre de l'ouverture de l'université sur l'environnement économique et social de la wilaya.

La rencontre s'est clôturée par une session de débat avec le public, composé de jeunes et d'étudiants universitaires, suivie d'une cérémonie de remise de certificats en reconnaissance des efforts déployés pour intégrer les jeunes de la wilaya dans le marché du travail.

Chlef, Sidi Bel Abbès Saisies de psychotropes, des arrestations

M. Abbad / M. Delli

L'exploitation d'informations recueillies sur le terrain par les éléments de la brigade de lutte contre les stupéfiants dépendant de la police judiciaire de la sûreté de la wilaya de Chlef, a permis le démantèlement d'un réseau spécialisé dans la commercialisation de psychotropes. Il est composé de six individus, âgés entre 21 et 31 ans, originaires de la ville de Chlef qui étaient en possession de 8.250 comprimés psychotropes ainsi qu'un registre de commerce falsifiés. Les six mis en cause ont été présentés devant le tribunal de Chlef et ont été placés en détention préventive.

Dans la wilaya de Sidi Bel Abbès, les éléments de la BRI ont traité trois affaires qui se sont soldées par l'arrestation de 5 individus et la saisie de 1.460 comprimés psychotropes ainsi qu'une somme de 20 millions de centimes considérée comme un revenu de ce commerce prohibé. En exploitant les informations sur des agissements suspects de quelques personnes, les éléments de la BRI ont mis en place un dispositif de surveillance avant de passer à l'action, selon un communiqué de la sûreté de la wilaya de Sidi Bel Abbès. Après une procédure judiciaire légale les mis en cause ont été présentés devant le procureur de la république près du tribunal de Sidi Bel Abbès.

Chlef Aide sociale à domicile : 1.500 retraités pris en charge

Abbad Miloud

L'agence de la caisse nationale des retraites de Chlef organise depuis le 22 décembre, la troisième édition de la semaine de l'aide sociale à domicile, sous le thème «assistance sociale à domicile, accompagnement et prise en charge». L'objectif est de faciliter l'accès aux prestations et à réduire les contraintes administratives pour les retraités et leurs ayants-droit aux différents services disponibles.

Deux assistantes sociales accompagnées de la chargée de communication à l'agence CNR de la wilaya de Chlef se rendent aux domiciles de retraités pour

enregistrer leurs doléances et ensuite effectuer les démarches à leurs places pour satisfaire leurs demandes. Ce dispositif a pris en charge, en 2024, 1.500 retraités et ayants-droit, les accompagnant dans différentes démarches administratives pour l'obtention d'équipements et de dispositifs médicaux sans se déplacer. D'autre part, les retraités bénéficient également d'un accompagnement sanitaire, comme l'aide à la prise en charge médicale, ainsi que la fourniture de fauteuil roulants, des cannes et des matelas orthopédiques. Cette initiative entre dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des retraités.

Bordj Badji Mokhtar Un important tronçon routier livré en janvier



Un tronçon de 40 km de la Route nationale RN 6 reliant les wilayas de Bordj Badji Mokhtar et Adrar sera réceptionné en janvier 2025, selon la direction locale des Travaux publics (DTP).

Les travaux de réalisation du tronçon de 40 km reliant Bordj Badji Mokhtar à Adrar via la daïra de Reggane (wilaya d'Adrar) ont atteint un taux d'avancement de 86 pc et devraient être achevés en janvier 2025, a indiqué le directeur du secteur, Mohamed Amine Adjal.

Le responsable a fait savoir que les travaux de réalisation d'un second tronçon menant vers Adrar de 135 km, divisé en six parties, ont également été lancés, signalant que sa réception est prévue pour le premier semestre 2026.

Cet axe routier revêt une grande importance pour la wi-

laya frontalière de Bordj Badji Mokhtar, en termes de développement économique et de fluidité de la circulation routière, a-t-il souligné.

En outre, des travaux, répartis en 5 parties, sont en cours d'exécution sur la route reliant la commune de Bordj Badji Morkhtar à celle de Timiaouine sur une distance de 150 km, a ajouté M. Adjal, relevant que cette opération devrait être achevée d'ici à la fin 2025.

Par ailleurs, des travaux de réalisation de la route reliant la commune frontalière de Timiaouine et le Mali ont été lancés, tandis qu'une opération de renforcement de la route reliant Bordj Badji Mokhtar à Tamanrasset sur 40 km est actuellement à l'étude, a-t-on encore signalé de même source.

APARTEMENTS

■ A vendre apparts F4 Top gd standing 145 m², cuis, équipées, résidence neuve de 7 étages + ascenseurs, 2 apparts par palier à côté de Palais d'Or Fernand-ville / Oran - Tél : 0775.10.76.28

LOCAUX

■ Vente ou location de deux locaux de 60 et 28 m² à Haï Essalem (Yasmine 2) Oran - 0778.88.36.31

■ Loue local commercial, Point du jour, 13 m², endroit commercial, sanitaires, vitrine, climatisation, rideau électrique. Contactez le (horaire de travail) : 0699.18.63.08

■ Vend un local commercial, acté, 32 m², à Arzew, aux 226 logements, les plateaux, idéal pour bureau ou profession libérale. Tél : 0770.08.92.01

EMPLOIS

■ Particulier à Oran cherche une femme de ménage 6j/7. Tél 0556-31-08-90

HUISSIERS DE JUSTICE

محضرين قضائيين

لكل إعلاناتكم للبيع بالمزاد العلني في الجرائد الوطنية

Pour toutes vos publications de vos avis de vente aux enchères publiques
Contactez-nous aux : 0555.05.90.10 Mail canalsurpub@yahoo.fr T/F 048.74.13.48 / 74.11.22

CANAL SUR : Marketing & Publicité

Conception-Rédaction & Publication de vos annonces publicitaires dans la Presse

EN HOMMAGE

à M. ATHMANI
Marzok,
décédé
à La Mecque,
le 24/12/22.

Notre cher papa,
il y a maintenant
2 années que tu nous as quittés
pour un monde meilleur ;
le temps pourra s'enfuir mais
n'effacera jamais de nos cœurs
ce que tu as été pour nous
tous, car tu es dans le cœur de
tout un chagrin de tes enfants
et ton épouse.

Nous demandons à ceux qu'ils
l'ont connu d'avoir une pieuse
pensée pour son âme.

Ton épouse et tes enfants qui
ne t'oublieront jamais.



PENSÉE

Mme
BENAICHATA
Zohra :

Voilà deux ans
le 27/12/2022

depuis que tu nous as quittés en
laissant un grand vide derrière
toi que nul ne peut combler.

Ta gentillesse, ta bonté, ta
générosité, tes qualités qui te
démarquaient de nous tous, ta
douceur me manquent tant ainsi
qu'a tes enfants et petits-enfants.

Ton fils Adda et toute la famille
BENAÏSSA qui ne t'oublieront



jamais.

PENSÉE



Cela fait 10 ans depuis
que nous ont quittés nos chers
et regrettés

FERDEBOUH Ali Cherif
et son frère Bouziane décédés
les 27/12/2014 et 10/01/2015
En ce triste souvenir, nous vous
demandons de prier pour eux
et d'avoir une pieuse pensée
à leur mémoire.

LA famille FERDEBOUH de Sig

إنا لله وإنا إليه راجعون

الذكرى السنوية

المرحومة أم سندس جاري شهرزاد زوجة قسمية عز الدين

ثلاثة سنوات مضت منذ فراقك يا أمي الحنون و لن انساك رمشة عين.
اشتقت لك أمي، اشتقت لدعواتك لضحكائك لمناقشاتك لمعاتباتك.

ربي ارحم أمي بقدر شوقي لها واغفر لها بقدر ما رعتني و ربتي.

اللهم اجعل كل عمل صالح يصدر مني في ميزان حسناتها.

اللهم نقها من ذنوبها كما ينقى الثوب الأبيض من الدنس و اجعل الفردوس

أعلى دارها و ألحقها بالصالحين.

ابنتك سندس شريفة وزوجك عز الدين



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY

AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF N° : 0 999 3101 03669 77

Tél : +213.41.82.15.15/16.16 Fax : +213.41.82.18.18

Avis de publication de la short list provisoire

Appel à la pré-qualification national et international ouvert
N° 11/HYPROC SC/MO/2024

Constitution d'une "short list" de chantiers de réparation qualifiés pour la réalisation des travaux d'arrêt technique des navires transportant du GPL de la société Hyproc Shipping Company Spa.

Conformément aux dispositions de la procédure de passation des marchés de HYPROC SC N° 08-R2 du 11/02/2024, HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 - Oran- Algérie, informe l'ensemble des candidats ayant participé à la pré-qualification national & international ouvert N° 11/HYPROC SC/MO/2024 pour la constitution de la "short list" des chantiers de réparations navales qualifiés pour la réalisation des travaux d'arrêt technique des navires transportant du GPL de la société Hyproc Shipping Company Spa,

parus sur le BAOSEM N° 2302 du 22/09/2024 et sur les quotidiens nationaux : El Massae du 22/09/2024 et le Quotidien d'Oran du 19/09/2024 qu'après examen et évaluation des candidatures, les candidats pré- qualifiés sont mentionnés dans le tableau ci-dessous :

Liste provisoire des candidats pré- qualifiés

- KUZEY STAR SHIPYARD DENIZCILIK SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI - Turquie
- ONEX TECHNOLOGY SYSTEMS & BUSINESS SOLUTIONS S.A. - Grèce
- BESIKTAS TERSANE A.S. - Turquie
- PALUMBO SHIPYARDS NAPOLI SRL - Italie
- NAVANTIA S.A., S.M.E - Espagne
- OFFICINE MECCANICHE NAVALI E FONDERIE SAN GIORGIO DEL PORTO S.P.A.- Italie

La short list susmentionnée restera valide pour une durée de cinq (05) ans à compter de la date de publication de la short list sur le BAOSEM (Bulletin des Appels d'Offres du Secteur de l'Energie et Mines).

Tout candidat contestant le résultat de cette appel à la pré-qualification, peut introduire un recours, via la CCME, auprès de :

"La Commission des Marchés Activité Marine " par abréviation "CMA Marine"
Sise à : HYPROC SC ZHUN/USTO - BP 7200 Es Seddikia, Oran 31025

Le recours doit être formulé dans les cinq (05) jours ouvrables à compter de la publication de la short list dans le BAOSEM.

Si le cinquième (5ème) jour coïncide avec un jour non ouvrable ou un jour de repos légal, la date limite de recours est prorogée étendue au jour ouvrable suivant.

Tout recours reçu en dehors de la période ci-dessus ne sera pas pris en considération.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA SANTE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES

Hôpital Mixte Tabia

Défunt Moudjahid Bouras Miloud

N° 154/2024

Avis de Recrutement

Hôpital mixte tabia lance l'ouverture d'un concours sur titre dans les grades suivantes :

Grade	Nature de recrutement	Spécialité demandée	Nbre des postes	Lieu de nomination
Documentaliste-archiviste	Concours sur titre	les titulaires d'une licence en bibliothéconomie ou d'un titre reconnu équivalent.	01	
Attaché principal d'administration	Concours sur titre	Les candidats titulaires d'un certificat d'études universitaires appliquées délivré par l'Université de Formation Continue ou d'un certificat technique supérieur dans les spécialisations suivantes : Gestion des ressources humaines, informations de gestion automatisées, Comptabilité et gestion, comptabilité et finance, Marketing, gestion et économie des institutions, Droit des affaires, administration publique, Psychologie, droit immobilier, droit des relations économiques internationales, commerce international	01	Hôpital mixte Tabia

Constitution de dossier :

- Demande de manuscrite de participation au concours
- photocopie du diplôme et relevé de note.
- Photo copie de la carte nationale d'identité.
- Attestation de travail (expérience professionnelle si elle existe).
- Fiche de renseignement.
- Une copie du document prouvant votre statut concernant le service national.

NB : les dossiers de candidature seront adressés à la direction des ressources humaines de l'HOPITAL MIXTE TABIA dans un délai de 15 jours à compter de la date de publication.

Fait à Tabia le :

La directrice



هيبروك للنقل البحري

HYPROC SHIPPING COMPANY

AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA

NIF N° : 0 999 3101 03669 77

Tel : +213.41.82.15.15/16.16 Fax : +213.41.82.18.18

Notice of Provisional short list

National & international open call for pre-qualification
N° 11/HYPROC SC/MO/2024

Constitution of short list of qualified shipyards for Drydocking and repair work on LPG vessels of Hyproc Shipping Company fleet

In accordance with the provisions of HYPROC's SC procedure No. 08-R2/2024 of the 11/02/2024, HYPROC Shipping Company, ZHUN USTO, BP 7200 Es-Seddikia 31025 -Oran- Algeria, informs all candidates concerned by the national & international pre-qualification call N° 11/HYPROC SC/MO/2024 to constitute a shortlist of qualified shipyards for dry-docking of LPG Hyproc Shipping Company Spa fleet,

published on the BAOSEM N° 2302 dated on 22/09/2024 and the national new papers: ElMassae on the 19/09/2024 and Quotidian d'Oran on the 19/09/2024 that after the perusal and evaluation of the candidates' application, the prequalified candidates are mentioned in the short list table below:

Provisional short list of prequalified candidates

- KUZEY STAR SHIPYARD DENIZCILIK SANAYI VE TICARET ANONIM SIRKETI - Turkey
- ONEX TECHNOLOGY SYSTEMS & BUSINESS SOLUTIONS S.A. - Greece
- BESIKTAS TERSANE A.S. - Turkey
- PALUMBO SHIPYARDS NAPOLI SRL - Italy
- NAVANTIA S.A., S.M.E - Spain
- OFFICINE MECCANICHE NAVALI E FONDERIE SAN GIORGIO DEL PORTO S.P.A. - Italy

This short list will remain valid for a period of five (05) years from the date of publication of the short list on the BAOSEM (Bulletin of Tenders of the Energy and Mining Sector)

Any candidates contesting the result of this call of prequalification may lodge a recourse with the Commission is responsible for examining the application:

"La Commission des Marchés Activité Marine - CMA Marine"

Located in: HYPROC ZHUN SC / USTO - BP 7200 Es Seddikia Oran 31025

Any recourse to be file within fifth (05th) business days from the publication of the provisional short list in the BAOSEM.

If the fifth (05th) day corresponds to a legal holiday, the deadline to establish a recourse will be extending to the next business day.

Any recourse received beyond the above period will not be take into consideration.

TF1

21.10 Arthur, l'enfant de la télé



Animateur phare de la télévision française, Arthur dévoile trois décennies de carrière. Une quarantaine d'artistes partagent leurs souvenirs des moments inoubliables, des fous rires mémorables aux séquences inattendues. De ses débuts aux grands succès comme "La Fureur" et "Les Enfants de la télé", le parcours d'Arthur a marqué toute une génération de téléspectateurs.

2

21.10 Prodiges



Saison 11

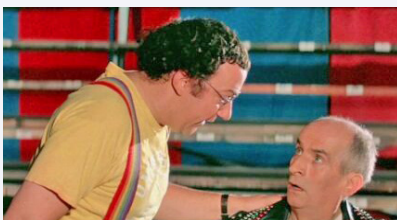
Présenté par **Faustine Bollaert**

Lors de cette seconde demi-finale, 12 nouveaux jeunes virtuoses du classique, âgés de 8 à 15 ans, font découvrir au jury et au public leur talent parmi le chant, la danse et la pratique d'un instrument de musique. Le jury (la chorégraphe et danseuse étoile Marie-Claude Pietragalla, le violoncelliste Gautier Capuçon et la soprano Julie Fuchs) délibère ensuite pour sélectionner les 2 meilleurs prodiges dans chacune des catégories.

3

JEUDI

21.05 L'aile ou la cuisse



Comédie - France - 1976

Avec **Louis de Funès, Coluche, Julien Guiomar, Claude Gensac**

Charles Duchemin est un critique gastronomique redouté. Il publie également un guide renommé. En une phrase, Duchemin est capable de briser une réputation. Fatigué, il aimerait bien travailler moins et voudrait que son fils Gérard le seconde. Mais le jeune homme n'a qu'un désir : devenir clown. Par ailleurs, Charles Duchemin est en conflit ouvert avec Tricatel, le patron d'une très importante chaîne d'aliments de synthèse.

TFX

21.05 Le transporteur 3



Film d'action - France - 2008

Avec **Jason Statham, Alex Kobold, Robert Knepper, François Berléand**

Frank Martin est le spécialiste incontesté des livraisons très spéciales et très risquées. Menacé de mort, il doit cette fois-ci transporter deux grands sacs ainsi qu'une jeune femme depuis Marseille jusqu'à Odesa. Il ignore tout du contenu des sacs et de l'identité de sa passagère.

6

21.10 Le meilleur pâtissier



Saison 13 - Recettes de famille
Présenté par **Laëtitia Milot, Cyril Lignac, Mercotte**

C'est l'heure des demi-finales sur le thème des recettes de famille pour les quatre pâtisseries restants qui doivent prouver qu'ils méritent leur place en finale. La première épreuve invite les candidats à confectionner un gâteau trompe l'œil ayant l'apparence de leur recette de famille préférée. Pour le défi technique, ils doivent impressionner le jury avec une spécialité alsacienne : la pâte à Strudel.

ACTION

20.50 Flyboys



Film de guerre - France - Etats-Unis - 2006

Avec **James Franco, Jean Reno, Martin Henderson, Jennifer Decker**

Le destin de l'Escadrille Lafayette, constituée de jeunes soldats américains qui se portèrent volontaires pour intégrer l'armée française durant la Première Guerre mondiale, avant même que les soldats américains n'entrent eux-mêmes dans le conflit.

CANAL+

21.00 Premier League



- Liverpool / Leicester

Solides leaders de Premier League et candidats au titre, Mohamed Salah et les Reds ne veulent pas abandonner des points précieux dans leur stade d'Anfield face à Leicester qui lutte pour ne pas sombrer dans la zone de relégation. En cette journée de Boxing Day, les joueurs d'Arne Slot veulent offrir à leur public une belle victoire.

RTL9

20.55 Turbulences à 30 000 pieds



Film de suspense - Etats-Unis - 1997

Avec **Ray Liotta, Lauren Holly, Héctor Elizondo, Ben Cross**

Ryan Weaver, un tueur en série, est arrêté et doit être transféré à Los Angeles avec Stubbs, un braqueur de banques. Mais peu après le décollage de leur avion, Stubbs abat les deux policiers de l'escorte ainsi que les pilotes avant de se faire descendre par Weaver. Celui-ci prend le contrôle de l'appareil, au grand dam des passagers et de l'hôtesse. Bientôt, l'avion entre dans une zone de turbulences.

TF1

21.10 Gladiators



Saison 1 - Episode 1

Présenté par **Hélène Mannarino, Denis Brogniart, Jean-Pierre Foucault**

Gladiator est une nouvelle émission pour toute la famille. Succès international dans le monde depuis sa création en 1989, le concept débarque enfin en France. Le principe de l'émission consiste dans l'affrontement à distance de gladiateurs professionnels et de challengers venant de toute la France. Quatre épreuves de taille attendent les huit challengers formés de quatre hommes et de quatre femmes.

CINE + FAMIZ

20.50 Ninja Turtles : Teenage Years



Film d'animation - Japon - Canada - Etats-Unis - 2023

Après des années passées loin du monde des humains, les frères Tortues entreprennent de gagner le cœur des New-Yorkais et d'être acceptés comme des adolescents normaux grâce à des actes héroïques. Leur nouvelle amie April O'Neil les aide à s'attaquer à un mystérieux syndicat du crime mais ils se retrouvent dépassés par les événements lorsqu'une armée de mutants se déploie contre eux.

3

VENREDI

21.05 Le grand concours des régions



Sur la scène du Royal Palace de Kirrwiller, dix chorales issues des régions françaises et d'outre-mer s'affrontent dans une compétition nationale, sous la houlette de Cyril Féraud. Les prestations sont très diverses : étudiants en médecine de Lyon, enfants bretons, seniors rockeurs des Hauts-de-France, ensemble féminin normand ou choristes tahitiens. Vincent Niclo, Magali Ripoll, Laurent Luyat et Adeline Toniutti jugent ces performances variées.

CINE + FRISSON

20.50 S.W.A.T. Unité d'élite



Film d'action - Etats-Unis - 2003

Avec **Michelle Rodriguez, LL Cool J, Colin Farrell, Samuel L. Jackson**

Si Dan Harrelson revient dans l'unité d'élite S.W.A.T., c'est pour former une nouvelle équipe dont il aura la charge. Contre l'avis de sa hiérarchie, ce vétéran regroupe de jeunes agents déjà intégrés, mais également quelques éléments au caractère bien trempé. Chris Sanchez, l'unique femme, Deacon Kaye et surtout Jim Street intègrent ainsi le programme d'entraînement intense.

6

21.10 Sonic 2, le film



Film pour la jeunesse - Etats-Unis - Japon - Canada - 2022

Avec **James Marsden, Jim Carrey, Tika Sumpter, Natasha Rothwell**

Banni dans l'espace lointain par Sonic, l'impitoyable docteur Robotnik subit un exil forcé sur la planète champignon, sur laquelle des espèces de toutes tailles et de toutes formes poussent en majorité. Pour fuir le lieu, Robotnik se livre à une expérience qui ouvre une faille entre deux univers : il fait apparaître ainsi Knuckles, un rival de Sonic et lui propose aussitôt de se rendre ensemble sur Terre afin de le retrouver.

ACTION

20.50 La faille



Thriller - Etats-Unis - 2007

Avec **Ryan Gosling, David Strathairn, Anthony Hopkins, Rosamund Pike**

Willy Beachum est un ambitieux procureur adjoint de Los Angeles. Avant de prendre de nouvelles fonctions au sein d'un important cabinet privé, il désire terminer sur un coup d'éclat. Aussi, lorsqu'il apprend qu'un dénommé Ted Crawford a été arrêté pour avoir assassiné sa femme, se saisit-il de l'affaire. Mais l'inspecteur Nunally le met en garde.

CANAL+

21.08 Vice-versa 2



Film d'animation - Etats-Unis - Japon - 2024

Fraîchement diplômée, Riley est désormais une adolescente, ce qui n'est pas sans déclencher un chamboulement majeur au sein du quartier général qui doit faire face à quelque chose d'inattendu : l'arrivée de nouvelles émotions.

RTL9

20.55 Peter Pan



Film fantastique - Grande-Bretagne - Etats-Unis - Australie - 2003

Avec **Jeremy Sumpter, Jason Isaacs, Ludivine Sagnier, Rachel Hurd-Wood**

Dans l'Angleterre du début du XIXe siècle, la jeune Wendy Darling rêve de contes et mondes fantastiques. Elle ne cesse de raconter à ses petits frères, John et Michael, de merveilleuses histoires. Un soir, Peter Pan, le garçon qui ne veut pas grandir, vient à leur rencontre, accompagné de la fée Clochette. Il leur propose de s'envoler avec lui pour le pays imaginaire.



S _____

SUDOKU N°2154

	2	1	6	9	4	5	8	3	7
F	9	5	8	3	7	6	1	2	4

U	8	4	5	7	3	9	2	1	6
S	3	7	2	6	1	8	5	4	9

E	5	2	4	1	9	7	3	6	8
L	6	9	1	5	8	3	4	7	2

1	2	3	4	5	6
Y	T	N	E	R	I
7	8	9	10	11	12

13	14	15	16	17	18	19
S	G	B	V	D	L	H



100%

FLÉCHÉS N° 9155

		<div>TIRS AU BUT EN FOOT</div> <div>DEUX A TROIS</div>		<div>ENNUI</div> <div>FÛT</div>		<div>PASCAL</div> <div>TINTA L'ŒIL</div>		
			<div>CRACK</div> <div>SAISON</div> <div>ENSUITE</div>					
	<div>CARDINAL D'ORIENT</div> <div>D'ABORD ET AVANT TOUT</div>				<div>CONTRACTÉ</div> <div>ASTUCE</div>			
		<div>FROUSSE</div> <div>ÇA VAUT UN DIX !</div>				<div>DIRE BONJOUR, BONSOIR</div> <div>VOLÉS</div>		
			<div>PRISES À PARTIE</div> <div>GRECQUE</div>		<div>POINTS OPPOSÉS</div> <div>PROFES- SEUR</div>			
				<div>CORRECT</div> <div>DEMEURE</div>			<div>NEGATION</div> <div>OUVRIR PORTE ET FENETRES</div>	
					<div>NOTE</div> <div>BOURDE</div> <div>PARCOURU</div>			
	<div>ENLEVER</div> <div>ATTAQUÉ</div>		<div>ARTICLE</div> <div>SIEGE DE CAVALIER</div> <div>OBTENUS</div>					
				<div>VETEMENT ALGERIEN</div> <div>BASSE CONDITION</div>				
	<div>CROCHET DOUBLE</div> <div>VA SUR LES TRACES</div>				<div>TRANSPI- RER</div>			
						<div>PRONOM</div> <div>NATTES</div>		

CROISÉS N° 9155

A. Abattement.
B. Mauvaise flotte.
Sur la rose. Puissance.
C. Son morceau est d'un style remarquable !
D. Abominable sur le K2 si ça se trouve. Serrer.
E. Note. Relève la note. Symbole de gaz.
F. Protections aux planches.
G. Points opposés. Lâches.
H. Ont un accent.
I. Symbole de mesure. Mise à feu. Petit papillon.
J. Gardée à vue. Couche au foyer.

R	E	T	S	E	R	U	T	I	N	R	A	G	T	E
D	E	N	E	N	I	N	O	S	R	U	O	N	T	E
E	S	E	I	R	O	E	C	A	R	T	E	O	N	S
M	N	M	N	E	R	E	I	T	E	M	N	I	O	E
E	O	I	M	T	R	O	C	U	E	A	T	M	V	U
U	P	S	O	N	E	A	Q	S	T	E	M	E	A	O
R	E	A	S	A	T	O	S	A	T	E	L	C	S	J
E	R	U	N	L	B	I	L	B	D	I	G	U	E	A
A	E	Q	I	L	A	R	E	R	A	U	G	A	J	B
E	T	K	I	C	A	N	R	E	N	I	S	S	E	D
C	R	B	N	H	E	E	A	N	O	R	V	I	O	P
N	O	E	C	F	T	N	E	M	E	D	N	E	M	A
A	P	R	I	U	C	H	I	E	N	U	T	R	O	F
E	X	C	D	R	E	N	N	O	S	S	I	R	E	H
S	E	E	E	E	E	R	I	A	N	E	C	R	E	M

FOUILLIS N° 9155

AILE - AMENDEMENT - ANCRE - BAJOUÉ -
BENEFICE - BILBOQUET - CHARLATAN -
CHIEN - CORDE - DESSINER- DIGUE -
ENCAISSEMENT - ETUDE- EXPORTER -
FORTUNE - GARNITURE - HERISSON -
INSOMNIE - JAGUAR - KILT - LANTERNE -
MERCENAIRE -METIER - NOTE - OURSON -
POIVRON - QUASIMENT - REPONSE -RESTER -
SAUCE - SAVON - SEANCE - SOMME - SONNER -
TACT - TERROIR - TETINE - TRACE - TROC.

Les 8 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er apprécie.- Mon 2e erre avec de mauvaises intentions.
Mon tout est une pierre précieuse verte.

1 C	2 U	3 R	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

9	8	13	2	14	9	4	5	6	9
4	6	8	10	8		12	2	8	6
10	2	9			6	8	6		4
18	14	9	14	7	9		3	4	6
5		14	5		4	11	14	10	14
9		5	14	8	3		6	8	9
	3	4	6	9		9	14		6
17	8	6	14	6	8		11	6	14
4		8	4		1	10	8	3	1
1	18	2	6	9		18	9	4	14
6	4	3	14		4	2		1	8
18		9	11	8	10	6	8		5
10	3		8	16	17	3	8	9	9
8	2	9			8	8		13	
	4	15	3	8	9	9	14	7	9

SUDOKU N° 2155

	2			9			3	
	5	9				6		
4				1	6		7	5
		6			7	8		
	8	1			2			
	9			6	4		5	
	1		6				4	9
			5	4		3		
3		4	7					2

C	A	R	C	A	S	S	E	
O	C	T	O	B	R	E		C
U	T		R	U		M	E	R
R	E	U	S	S	I		S	I
T		S	A		R	A	T	E
I	N		G	E		U		R
E	S	P	E	R	E		E	
R		E		R	U	I	N	E
S	E	R	R	E		R		T
	P	I	E		F	E	T	A
S	I	M	P	L	E		I	L
U		E	S	S	E	N	C	E

C	R	A	M	E	R		U	R	E
A	U	G	E		O	I	S	I	F
P	A	R	D	E	S	S	U	S	
I	N	O	U	I	S		R	E	U
T	T		S	U	I	V	I	E	S
U		V	E	N	G	E	E		U
L	E	U	R		N	U	R	S	E
A	M	E		S	O	L	E	I	L
R	E	S	I	L	L	E		E	L
D	U		P	O	S	S	E	D	E

4	3	7	8	2	1	6	9	5
2	1	6	9	4	5	8	3	7
9	5	8	3	7	6	1	2	4
1	6	9	4	5	2	7	8	3
8	4	5	7	3	9	2	1	6
3	7	2	6	1	8	5	4	9
7	8	3	2	6	4	9	5	1
5	2	4	1	9	7	3	6	8
6	9	1	5	8	3	4	7	2

[illegible]

10 ERRORS



Sénégal : un ministre traite les tirailleurs de «traîtres»



Un ministre du gouvernement sénégalais a provoqué un tollé en traitant ces derniers jours les tirailleurs sénégalais de «traîtres» ayant combattu «leurs frères» africains, un historien dénonçant des propos «injustes». Ministre en charge de l'administration et de l'équipement à la présidence de la République, Cheikh Omar Diagne a estimé que «ceux qui célèbrent les tirailleurs ne savent pas ce que sont» en réalité ces soldats coloniaux, dans une interview avec une télévision locale.

«Les tirailleurs sont des traîtres. Ils se sont battus contre leurs frères» lors de révoltes ou guerres anti-coloniales en Afrique, a ajouté M. Diagne.

Afghanistan : 46 morts dans des frappes aériennes pakistanaises



Quarante-six personnes ont été tuées dans des frappes aériennes pakistanaises dans l'est de l'Afghanistan, a indiqué mercredi le porte-parole du gouvernement taliban. «Hier soir (mardi), des frappes pakistanaises ont été menées dans le district de Barmal, dans la province de Paktika», a déclaré Zabihullah Mujahid aux médias. «Le nombre total de martyrs est de 46, dont la plupart sont des enfants et des femmes», a-t-il indiqué, précisant qu'il y avait également «six blessés».

Le ministère de la Défense afghan a dénoncé des frappes «barbares» et promis de riposter à cette «agression claire». «L'Afghanistan ne laissera pas cette attaque lâche sans réponse mais considérera plutôt la défense de son territoire et sa souveraineté comme étant un droit inaliénable», a indiqué le ministère dans un communiqué mardi soir.

Depuis le retour au pouvoir des talibans à Kaboul en 2021, les tensions frontalières entre les deux pays se sont envenimées.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Kazakhstan : un avion s'écrase avec 67 personnes à bord



Un avion de ligne d'Azerbaijan Airlines, avec 67 personnes à son bord, s'est écrasé mercredi dans l'ouest du Kazakhstan, ont annoncé les autorités faisant état de 28 survivants.

L'appareil, un Embraer 190, assurait un vol entre Bakou, la capitale azerbaïdjanaise, et Grozny, capitale de la république caucasienne russe de Tchétchénie, selon la compagnie aérienne Azerbaijan Air-

lines. Il s'est écrasé près de la ville d'Aktaou, port de la Caspienne dans l'ouest du Kazakhstan, selon le ministère kazakh des Situations d'urgence. Après le crash, «l'avion a pris feu», a indiqué le ministère kazakh des Situations d'urgence en précisant avoir dépêché sur les lieux 150 secouristes.

Selon Azerbaijan Airlines, 62 passagers et cinq membres d'équipage se trouvaient à bord

de l'avion qui a «effectué un atterrissage d'urgence» à environ trois kilomètres d'Aktaou.

«Selon les premières informations, il y en avait 37 ressortissants azerbaïdjanais, six ressortissants kazakhs, trois citoyens kirghiz et 16 citoyens russes» à bord de l'appareil, a affirmé le ministère kazakh des Transports. Sur ces 67 personnes, 28 ont survécu, selon le département régional du ministère kazakh de la Santé.

«Pas touche au canal» : manifestation contre Trump au Panama

Une centaine de personnes ont manifesté mardi devant l'ambassade des Etats-Unis au Panama après la menace du président élu Donald Trump de reprendre le contrôle du canal interocéanique si ce dernier ne réduisait pas le prix des péages pour les navires américains. «Trump, animal, pas touche au canal», ont scandé les manifestants, qui ont brûlé un portrait de l'élé républicain et de l'ambassadrice américaine au Panama, Mari Carmen Aponte.

Des slogans comme «Qui vend le canal, vend sa mère», «dehors

le gringo envahisseur» et «un territoire, un drapeau» ont également été entendus parmi les manifestants, venus à l'appel du syndicat du bâtiment et d'autres organisations de gauche. Certains portaient des pancartes «Donald Trump, ennemi public du Panama». La manifestation s'est déroulée sans incident devant l'ambassade, gardée par une vingtaine de policiers. Le canal de Panama, construit par les Etats-Unis et inauguré en 1914, est passé aux mains des Panaméens le 31 décembre 1999 en vertu de traités signés en 1977.



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LA CARRURE DES HOMMES AU CENTRE DES NOUVELLES RESPONSABILITES

à la crise économique mondiale et au déferlement d'une pandémie insoutenable auxquelles s'ajoutent les aléas climatiques, des progrès réalisés sont indéniables dans plusieurs domaines. Certes, la sérénité n'est pas au top, mais la bonne foi exige de reconnaître que l'Algérie s'en tire plutôt mieux que de nombreux pays. La législation a été remodelée eu égard au bouleversement que connaît le monde et une cascade de lois ont vu le jour pour que le pays s'adapte aux conjonctures changeantes laborieusement surmontables.

Mais l'accélération des réformes décidées, préfigurant une véritable révolution doit d'abord reposer sur la qualité et la compétence des hommes qui doivent les mener. En s'attachant aujourd'hui à la refondation de l'autorité locale et accordant un pouvoir de décision conséquent à ses cellules de base, l'apport fructueux des hommes est indispensable.

La revue du profil des partis politiques est un heureux axe établi pour s'intéresser, enfin, à la carrure et la consistance patriotique des décideurs locaux chargés de nouvelles grandes responsabilités.

La révolution que s'apprentent à vivre les institutions locales de base, avec l'attention particulière dont bénéficieront l'aménagement du territoire et le statut des assemblées élues s'avérera caduque si les nouvelles et importantes responsabilités sont mal assumées.